



COURS PI

☆ *L'école sur-mesure* ☆

de la Maternelle au Bac, Établissement d'enseignement
privé à distance, déclaré auprès du Rectorat de Paris

Première - Module 2 - Economie : le financement de l'économie

Sciences Economiques et Sociales

v.5.1



- ✓ **Guide de méthodologie**
pour appréhender notre pédagogie
- ✓ **Leçons détaillées**
pour apprendre les notions en jeu
- ✓ **Exemples et illustrations**
pour comprendre par soi-même
- ✓ **Prolongement numérique**
pour être acteur et aller + loin
- ✓ **Exercices d'application**
pour s'entraîner encore et encore
- ✓ **Corrigés des exercices**
pour vérifier ses acquis

www.cours-pi.com

Paris & Montpellier



EN ROUTE VERS LE BACCALAURÉAT

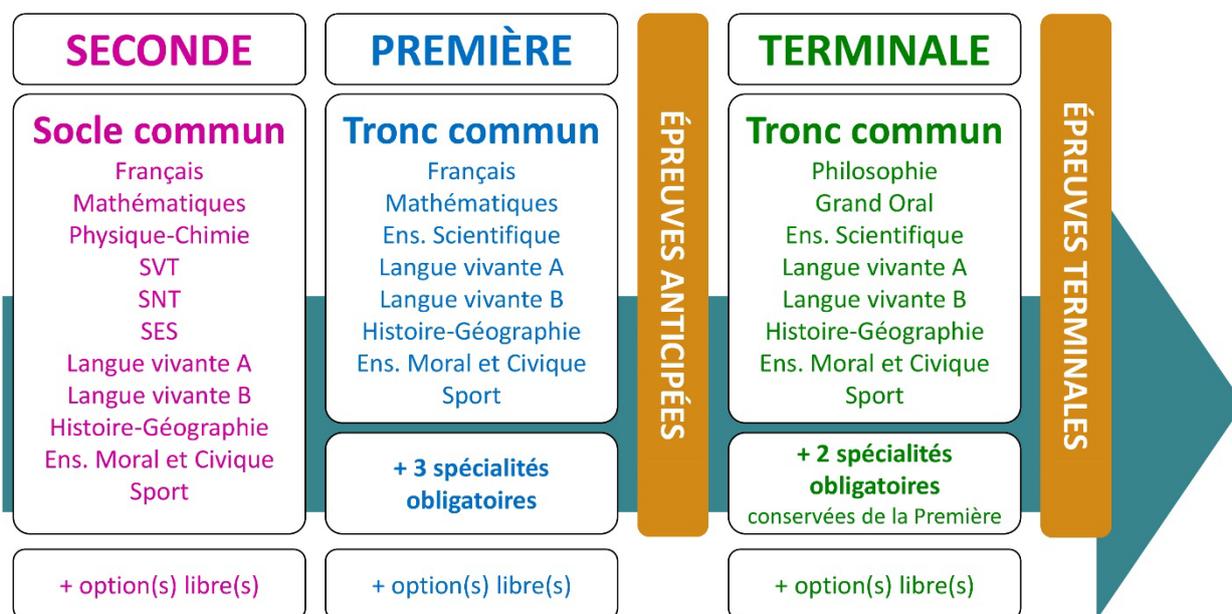
Comme vous le savez, la **réforme du Baccalauréat** est entrée en vigueur progressivement jusqu'à l'année 2021, date de délivrance des premiers diplômes de la nouvelle formule.

Dans le cadre de ce nouveau Baccalauréat, **notre Etablissement**, toujours attentif aux conséquences des réformes pour les élèves, s'est emparé de la question avec force **énergie** et **conviction** pendant plusieurs mois, animé par le souci constant de la réussite de nos lycéens dans leurs apprentissages d'une part, et par la **pérennité** de leur parcours d'autre part. Notre Etablissement a questionné la réforme, mobilisé l'ensemble de son atelier pédagogique, et déployé tout **son savoir-faire** afin de vous proposer un enseignement tourné continuellement vers **l'excellence**, ainsi qu'une scolarité tournée vers la **réussite**.

- Les **Cours Pi** s'engagent pour faire du parcours de chacun de ses élèves un **tremplin vers l'avenir**.
- Les **Cours Pi** s'engagent pour ne pas faire de ce nouveau Bac un diplôme au rabais.
- Les **Cours Pi** vous offrent **écoute** et **conseil** pour coconstruire une **scolarité sur-mesure**.

LE BAC DANS LES GRANDES LIGNES

Ce nouveau Lycée, c'est un enseignement à la carte organisé à partir d'un large tronc commun en classe de Seconde et évoluant vers un parcours des plus spécialisés année après année.



CE QUI A CHANGÉ

- Il n'y a plus de séries à proprement parler.
- Les élèves choisissent des spécialités : trois disciplines en classe de Première ; puis n'en conservent que deux en Terminale.
- Une nouvelle épreuve en fin de Terminale : le Grand Oral.
- Pour les lycéens en présentiel l'examen est un mix de contrôle continu et d'examen final laissant envisager un diplôme à plusieurs vitesses.
- Pour nos élèves, qui passeront les épreuves sur table, le Baccalauréat conserve sa valeur.

CE QUI N'A PAS CHANGÉ

- Le Bac reste un examen accessible aux candidats libres avec examen final.
- Le système actuel de mentions est maintenu.
- Les épreuves anticipées de français, écrit et oral, tout comme celle de spécialité abandonnée se dérouleront comme aujourd'hui en fin de Première.



A l'occasion de la réforme du Lycée, nos manuels ont été retravaillés dans notre atelier pédagogique pour un accompagnement optimal à la compréhension. Sur la base des programmes officiels, nous avons choisi de créer de nombreuses rubriques :

- **Suggestions de lecture** pour s'ouvrir à la découverte de livres de choix sur la matière ou le sujet
- **Réfléchissons ensemble** pour guider l'élève dans la réflexion
- **L'essentiel** pour souligner les points de cours à mémoriser au cours de l'année
- **À vous de jouer** pour mettre en pratique le raisonnement vu dans le cours et s'accaparer les ressorts de l'analyse, de la logique, de l'argumentation, et de la justification
- Et enfin... la rubrique **Les Clés du Bac by Cours Pi** qui vise à vous donner, et ce dès la seconde, toutes les cartes pour réussir votre examen : notions essentielles, méthodologie pas à pas, exercices types et fiches étape de résolution !

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES PREMIÈRE

Module 2 – Économie : le financement de l'économie

L'AUTEUR



Olivier THIERRY

« Enseigner, c'est être coach, tutoriser, tirer le meilleur des élèves, et les accompagner sur le chemin de l'autonomie ». Professeur agrégé, enseignant en lycée et chargé de mission auprès de Sciences Po Paris, ses valeurs pédagogiques sont le positivisme, la bienveillance, l'exigence avec soi et avec les autres, l'efficacité, la franchise et la loyauté. Aujourd'hui papa poule de 4 filles, il a connu plus jeune les problèmes de harcèlement scolaire qu'il a surmontés en se dépassant et qui l'ont rendu attentif aux questions de justice sociale.

PRÉSENTATION

Ce **cours** est divisé en chapitres, chacun comprenant :

- Le **cours**, conforme aux programmes de l'Education Nationale
- Des **exercices d'application et d'entraînement**
- Les **corrigés** de ces exercices
- Des **devoirs** soumis à correction (et **se trouvant hors manuel**). Votre professeur vous renverra le corrigé-type de chaque devoir après correction de ce dernier.

Pour une manipulation plus facile, les corrigés-types des exercices d'application et d'entraînement sont regroupés en fin de manuel.

CONSEILS A L'ÉLÈVE

Vous disposez d'un support de Cours complet : **prenez le temps** de bien le lire, de le comprendre mais surtout de **l'assimiler**. Vous disposez pour cela d'exemples donnés dans le cours et d'exercices types corrigés. Vous pouvez rester un peu plus longtemps sur une unité mais travaillez régulièrement.

LES DEVOIRS

Les devoirs constituent le moyen d'évaluer l'acquisition de **vos savoirs** (« Ai-je assimilé les notions correspondantes ? ») et de **vos savoir-faire** (« Est-ce que je sais expliquer, justifier, conclure ? »).

Placés à des endroits clés des apprentissages, ils permettent la vérification de la bonne assimilation des enseignements.

Aux *Cours Pi*, vous serez accompagnés par un **professeur selon chaque matière** tout au long de votre année d'étude. Référez-vous à votre « Carnet de Route » pour l'identifier et découvrir son parcours.

Avant de vous lancer dans un devoir, assurez-vous d'avoir **bien compris les consignes**.

Si vous repérez des difficultés lors de sa réalisation, n'hésitez pas à le mettre de côté et à revenir sur les leçons posant problème. **Le devoir n'est pas un examen**, il a pour objectif de s'assurer que, même quelques jours ou semaines après son étude, une notion est toujours comprise.

Aux Cours Pi, chaque élève travaille à son rythme, parce que chaque élève est différent et que ce mode d'enseignement permet le « sur-mesure ».

Nous vous engageons à respecter le moment indiqué pour faire les devoirs. Vous les identifierez par le bandeau suivant :



Vous pouvez maintenant
faire et envoyer le **devoir n°1**



Il est **important de tenir compte des remarques, appréciations et conseils du professeur-correcteur**. Pour cela, il est **très important d'envoyer les devoirs au fur et à mesure** et non groupés. **C'est ainsi que vous progresserez !**

Donc, dès qu'un devoir est rédigé, envoyez-le aux *Cours Pi* par le biais que vous avez choisi :

- 1) Par **soumission en ligne** via votre espace personnel sur **PoulPi**, pour un envoi **gratuit, sécurisé** et plus **rapide**.
- 2) Par **voie postale** à *Cours Pi*, 9 rue Rebuffy, 34 000 Montpellier
*Vous prendrez alors soin de joindre une **grande enveloppe libellée à vos nom et adresse**, et **affranchie au tarif en vigueur** pour qu'il vous soit retourné par votre professeur*

N.B. : quel que soit le mode d'envoi choisi, vous veillerez à **toujours joindre l'énoncé du devoir** ; plusieurs énoncés étant disponibles pour le même devoir.

N.B. : si vous avez opté pour un envoi par voie postale et que vous avez à disposition un scanner, nous vous engageons à conserver une copie numérique du devoir envoyé. Les pertes de courrier par la Poste française sont très rares, mais sont toujours source de grand mécontentement pour l'élève voulant constater les fruits de son travail.

SOUTIEN ET DISPONIBILITÉ

VOTRE RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

Professeur des écoles, professeur de français, professeur de maths, professeur de langues : notre Direction Pédagogique est constituée de spécialistes capables de dissiper toute incompréhension.

Au-delà de cet accompagnement ponctuel, notre Etablissement a positionné ses Responsables pédagogiques comme des « super profs » capables de co-construire avec vous une scolarité sur-mesure. En somme, le Responsable pédagogique est votre premier point de contact identifié, à même de vous guider et de répondre à vos différents questionnements.

Votre Responsable pédagogique est la personne en charge du suivi de la scolarité des élèves. Il est tout naturellement votre premier référent : une question, un doute, une incompréhension ? Votre Responsable pédagogique est là pour vous écouter et vous orienter. Autant que nécessaire et sans aucun surcoût.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.

QUEL
EST
SON
RÔLE ?

Orienter les parents et les élèves.

Proposer la mise en place d'un accompagnement individualisé de l'élève.

Faire évoluer les outils pédagogiques.

Encadrer et **coordonner** les différents professeurs.

VOS PROFESSEURS CORRECTEURS

Notre Etablissement a choisi de s'entourer de professeurs diplômés et expérimentés, parce qu'eux seuls ont une parfaite connaissance de ce qu'est un élève et parce qu'eux seuls maîtrisent les attendus de leur discipline. En lien direct avec votre Responsable pédagogique, ils prendront en compte les spécificités de l'élève dans leur correction. Volontairement bienveillants, leur correction sera néanmoins juste, pour mieux progresser.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Une question sur sa correction ?

- faites un mail ou téléphonez à votre correcteur et demandez-lui d'être recontacté en lui laissant **un message avec votre nom, celui de votre enfant et votre numéro.**
- autrement pour une réponse en temps réel, appelez votre Responsable pédagogique.

LE BUREAU DE LA SCOLARITÉ

Placé sous la direction d'Elena COZZANI, le Bureau de la Scolarité vous orientera et vous guidera dans vos démarches administratives. En connaissance parfaite du fonctionnement de l'Etablissement, ces référents administratifs sauront solutionner vos problématiques et, au besoin, vous rediriger vers le bon interlocuteur.

QUAND
PUIS-JE
LE
JOINDRE ?

Du **lundi** au **vendredi** : horaires disponibles sur votre carnet de route et sur PoulPi.
04.67.34.03.00
scolarite@cours-pi.com



LE SOMMAIRE

Sciences Economiques et Sociales – Module 2 – Economie : le financement de l'économie

Les Clés du Bac..... 1

Focus sur les épreuves du Bac	1
Notions clés	5

CHAPITRE 1. Comment les agents économiques se financent-ils ? 7

Q OBJECTIFS

- Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement.
- Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.
- Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande/effet d'éviction).

1. Les acteurs du circuit et les ménages 9

Les Clés du Bac : le financement des agents économiques 19

2. Les entreprises et les pouvoirs publics sont sensibles aux taux d'intérêt 23

CHAPITRE 2. Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ? 41

Q OBJECTIFS

- Connaître les fonctions de la monnaie et les formes de la monnaie.
- Comprendre comment le crédit bancaire contribue à la création monétaire, à partir du bilan simplifié d'une entreprise et de celui d'une banque.
- Comprendre le rôle de la banque centrale dans le processus de création monétaire, en particulier à travers le pilotage du taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire, et comprendre les effets que ces interventions peuvent produire sur le niveau des prix et sur l'activité économique.

Les Clés du Bac : l'importance du crédit bancaire pour les entreprises 38

1. La monnaie présente des formes diversifiées et remplit plusieurs missions 42

Les Clés du Bac : raisonnement appuyé sur un dossier documentaire 48

2. Le processus de création monétaire 51

Les Clés du Bac : raisonnement appuyé sur un dossier documentaire 60





FOCUS SUR LES ÉPREUVES DU BAC

Avant de nous lancer à la découverte de cette belle et passionnante discipline, nous vous proposons de nous projeter, déjà, sur le contenu des épreuves qui seront les vôtres en fin de Première ou en fin de Terminale, selon vos choix de spécialité.

Pourquoi si tôt ?

Parce que l'orientation retenue par notre Etablissement pour ses classes de Lycée repose sur l'idée de vous mettre le plus tôt possible en pleine connaissance de vos objectifs. Pour mieux réussir.

Bien entendu, à ce stade, il n'est nullement question que vous les décortiquiez ou que vous appreniez par cœur leur contenu : retenez de la lecture des prochaines pages que **l'objectif est de vous proposer une vision générale de vos objectifs, de vous faire cerner le cadre dans lequel vous allez évoluer.**

Bien entendu, chaque type d'épreuve sera décortiquée au fil des différents modules, notamment via « **les Clés du Bac** ». De nouvelles lectures de cette présentation, au fil de vos apprentissages, pourront s'avérer judicieuses. Pour mieux vous situer, **matérialiser votre progression** et **vous conforter dans vos acquis**.

C'est parti ? Allons-y !

L'épreuve de fin de première, pour ceux choisissant de ne pas poursuivre cette discipline en Terminale, se compose de 2 parties : « mobilisation de connaissances et traitement de l'information » et « raisonnement appuyé sur un dossier documentaire ».

Nous nous exercerons au fil des différents modules.

Pour plus de simplicité, nous les nommerons dorénavant : « **épreuve de mobilisation de connaissances** » et « **épreuve de raisonnement** ».

Nous travaillerons également la technique de la dissertation, en prévision de l'épreuve de Terminale.

Détaillons maintenant les types d'exercice auxquels vous pourrez être confrontés dans chacune des 2 parties susmentionnées.

Première partie (mobilisation de connaissances et traitement de l'information) - 10 points

Cet exercice pourra être de deux natures : il prendra soit la forme d'une résolution d'un problème par la construction d'un graphique, sans formalisation mathématique, soit celle d'une analyse d'un document en répondant à deux ou trois questions. Détaillons-les et analysons-les !

a) Résolution d'un problème par la construction d'un graphique, sans formalisation mathématique



Éléments-clés

- comprendre le sens de la question
- identifier
- faire appel à la bonne représentation graphique
- construire la représentation graphique attendue
- utiliser des couleurs pour en distinguer les éléments
- préciser les éléments : unités, nom des courbes...
- si besoin, indiquer des données chiffrées
- soigner le travail : propreté, clarté
- mettre en valeur le mécanisme ou la logique correspondant
- faire appel si besoin à des définitions des notions-clefs



Démarche de la construction graphique

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, réfléchir à quoi va servir le graphique
- b) **choisir** la bonne représentation graphique
- c) **construire** le graphique
- d) **rédigé** en traduisant le graphique, c'est-à-dire en décrivant le mécanisme ou la logique



Ne pas...

- redonner tout son cours [hors-sujet]
- se tromper de graphique
- faire plein de calculs
- s'abstenir de commenter

b) Analyser un document en répondant à deux ou trois questions



Éléments-clés

- identifier la nature du document (type de graphique) et sa source (auteur, ouvrage, date)
- identifier le champ d'étude (objet et cadre), spatio-temporel, ses unités
- comprendre le document : son titre, ses composantes, le sens des données
- analyser les questions : leur sens, la consigne (animée par un verbe qui répond à des attentes précises), leur finalité
- mobiliser ses connaissances : notions-clefs, faits, mécanismes, logiques
- collecter les informations exploitables du document en sélectionnant et hiérarchisant les données chiffrées
- rédiger des phrases claires, précises, complètes, dans l'esprit de la question
- faire appel à un vocabulaire adapté (notions-clefs, termes techniques) et défini
- utiliser des outils mathématiques (% de répartition, écarts absolus, écarts relatifs, coefficient multiplicateur, % de variation)



Démarche de la réponse à une question de cours

Question de cours [QC] : porte sur des connaissances personnelles, des définitions, la distinction de deux indicateurs

OU

Question explicative [QE] : on demande d'expliquer un fait ou un phénomène]

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, lire le document pour s'imprégner de son contenu et voir où on veut en venir
- b) **mobiliser** les connaissances de cours : notions-clefs, mécanismes, logiques, en diversifiant les éléments de réponse [plusieurs dynamiques et ou plusieurs caractéristiques et/ou plusieurs effets et/ou plusieurs causes]
- c) **rédigé** la réponse à la question



Démarche de la réponse à une question d'étude de document

Question descriptive [QD] : consiste à donner les caractéristiques, à mettre en valeur des traits marquants, une évolution

OU

Question mesure [QM] : suppose de faire appel à des outils mathématiques ou statistiques pour évaluer un montant, une évolution, des écarts entre des variables, pour comparer]

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, le document
- b) **sélectionner** les informations fournies par le document
- c) **mobiliser** les connaissances de cours
- d) **utiliser** les outils mathématiques adaptés, en les diversifiant
- e) **rédigé** la réponse à la question



Démarche de la réponse à une question sur les chiffres

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question, la consigne, le document
- b) **sélectionner** les données chiffrées dans le document : souvent les extrêmes et la moyenne ; situer l'objet d'étude (un pays, une catégorie sociale...) en le comparant avec les autres éléments ; ne conserver qu'un chiffre sur 7 environ (15 % ; 2-3 pour une vingtaine, 7-8 pour une cinquantaine)
- c) **utiliser** les outils mathématiques adaptés, en les diversifiant [% de répartition, écart absolu, écart relatif, coefficient multiplicateur, % de variation]
- d) **rédigé** la réponse à la question



Ne pas...

- redonner tout son cours [hors-sujet]
- répondre à une autre question [hors-sujet]
- recopier sans parenthèses les expressions de l'auteur [plagiat]
- traduire mot à mot et dans l'ordre les phrases d'auteur à l'aide de synonymes [paraphrase]
- s'abstenir d'utiliser des données chiffrées
- utiliser trop de données chiffrées

Seconde partie (raisonnement appuyé sur un dossier documentaire) - 10 points



Éléments-clés pour organiser en une page un raisonnement organisé

- comme pour la dissertation, il s'agit de choisir une problématique et d'articuler des idées centrales argumentées et structurées, à partir de documents et de connaissances de cours
- il faut ainsi rédiger des paragraphes reliés de façon logique en répondant avec rigueur à la question du sujet
- choisir la bonne stratégie : comprendre le sens et l'objectif de la question, choisir une problématique adéquate, choisir une articulation de 2 à 3 idées centrales
- exemples de structure (= plan) : description, effets et/ou causes ; effets négatifs, effets positifs ; niveau micro, niveau macro ; points de convergence, points de divergence...
- faire le tour de la question à partir des documents et des connaissances de cours
- rédiger une mini introduction : accroche, traduction du sujet-problématique, annonce de la structure



Démarche lors du travail préalable (brouillon)

- a) **comprendre** les attentes : lire et saisir la question à reformuler, la consigne, les documents
- b) **réfléchir** à la façon dont on peut répondre et organiser les 2 ou 3 idées-clefs qu'il faudra relier
- c) **sélectionner** les informations issues des documents permettant de répondre à la problématique
- d) **compléter** ces idées en énumérant en plus des connaissances de cours



Démarche lors du travail au propre

- a) **Argumenter**
 - b) **Expliquer**
 - c) **Illustrer**
- OU
- a) **Décrire**
 - b) **Illustrer**
 - c) **Expliquer**



Ne pas...

- a) Dépasser la longueur attendue
- b) Faire une trop mini dissertation
- c) Donner trop d'éléments de cours
- d) Se limiter aux seuls documents
- e) N'exploiter qu'un document



Epreuve de mobilisation
de connaissances

A) je réponds aux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme :

- ✓ je fournis des informations précises et pertinentes
- ✓ je réponds en faisant le tour de la question
- ✓ je maîtrise des notions-clefs (définition, compréhension et utilisation)

B) j'adopte une démarche méthodologique rigoureuse de collecte et d'exploitation de données quantitatives :

- ✓ je choisis des chiffres-clefs
- ✓ je calcule des écarts
- ✓ j'utilise des données pour la description et/ou l'explication

C) le cas échéant, je fais appel à des résolutions graphiques :

- ✓ je comprends les graphiques
- ✓ je construis des graphiques
- ✓ j'utilise des graphiques pour l'explication



Epreuve de
raisonnement

A) je traite le sujet en développant un raisonnement de l'ordre d'une page :

- ✓ je choisis la problématique et j'adopte une bonne stratégie
- ✓ j'articule de façon logique des idées-centrales argumentées
- ✓ je respecte la forme : introduction, conclusion, paragraphes distincts et reliés

B) j'exploite les documents du dossier :

- ✓ je comprends des documents
- ✓ je sélectionne des informations-clefs
- ✓ j'argumente à l'aide des informations sélectionnées

C) je mobilise les connaissances personnelles :

- ✓ je fais appel à des notions-clefs définies
- ✓ j'utilise des mécanismes ou logiques
- ✓ je fournis une étude complète



Chapitre 1

action	Titre financier coté en Bourse, correspondant à une partie du capital d'entreprise.
besoin de financement	Déficit de capital, en raison de ressources de financement inférieures aux dépenses.
capacité de financement	Excédent de capital, en raison de ressources de financement supérieures aux dépenses.
déficit public	Solde budgétaire national négatif, en raison de dépenses supérieures aux recettes publiques.
dépenses publiques	Ensemble des frais engagés par les pouvoirs publics pour leur fonctionnement et/ou leurs actions.
effet d'éviction	Effet négatif sur la consommation et l'investissement d'une hausse des dépenses publiques.
financement	Action de fournir ou de se procurer des fonds.
financement externe	Appel d'un agent économique à des fonds extérieurs en faisant intervenir un tiers.
financement interne	Autofinancement, grâce à des capitaux propres.
fonds prêtables	Ensemble des opérations d'épargne et d'investissement sur un marché spécifique, dont le taux d'intérêt est la variable d'ajustement.
marché financier	Lieu de rencontre des offres et des demandes de financement, de personnes, des sociétés privées et d'institutions publiques.
obligation	Valeur mobilière créant une créance négociable à son détenteur, qui fait l'objet d'une cotation en Bourse et rémunérée sous forme de coupons (taux d'intérêt).
prélèvements obligatoires	Ensemble des contributions financières des agents économiques imposées par les pouvoirs publics : impôts, taxes et cotisations sociales.
recettes publiques	Sommes à la disposition de l'État, issues des prélèvements obligatoires, permettant de payer les dépenses publiques.
relance par la demande	Ensemble des mesures de l'État visant à stimuler la consommation, par la hausse du salaire et/ou de l'investissement public [Keynes].
revenu disponible des ménages	Revenu dont peut disposer un ménage pour consommer et épargner, une fois payés les prélèvements obligatoires.
solde budgétaire	Écart entre les recettes et les dépenses publiques, exprimé soit en milliards d'euros, soit en pourcentage du PIB.
taux d'intérêt	À la fois rémunération d'un placement sous forme d'épargne et coût d'un crédit.

Chapitre 2

Banque centrale	Institution responsable de l'ensemble des banques de second rang des pays de l'Eurosystème.
création monétaire	Processus qui augmente la quantité de monnaie en circulation, donc la masse monétaire.
crédit bancaire	Prêt réalisé par une institution financière (banque de second rang) à un agent économique.
marché monétaire	Lieu de rencontre des offres et des demandes de capitaux.
masse monétaire	Quantité de monnaie en circulation, composée de formes plus ou moins liquides (mesurées par des agrégats monétaires).
monnaie	Instrument de mesure et de conservation de la valeur, qui permet de réaliser des échanges marchands.
politique expansive	Ensemble de mesures qui visent à relancer l'activité économique en agissant sur la demande globale.
politique monétaire	Ensemble plus ou moins cohérent des mesures mises en place par une Banque centrale pour gérer la masse monétaire et agir sur l'activité économique.
politique restrictive	Ensemble de mesures qui visent à calmer la croissance pour éviter l'inflation et la dette.

COMMENT LES AGENTS ÉCONOMIQUES SE FINANCENT-ILS ?



Les agents économiques ont tous des besoins à satisfaire et cela suppose de disposer de moyens financiers suffisants ; or tout le monde n'a pas cette chance. Quels sont les capacités et besoins de financement ? Comment les agents trouvent-ils des capitaux ? Quels sont les avantages et inconvénients respectifs de chaque source de financement ? Quels rôles jouent le taux d'intérêt et quels sont les effets de son niveau ?

Autant de questions dont les réponses permettront de saisir la complémentarité des flux financiers. Les agents économiques doivent se financer ou financer leurs activités. Ils font alors appel à des moyens diversifiés. En effet, certains sont en capacité de financement, d'autres en besoin de financement.

OBJECTIFS

- Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement.
- Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.
- Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande/effet d'éviction).



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Vous disposez de 1 000 euros que vous souhaiteriez placer pour gagner de l'argent dans deux ans. Choisissez la formule - parmi les propositions suivantes - qui vous séduit le plus, en justifiant votre réponse.

- un Livret A qui rapporte 0,75 % par an
- 22,64 grammes d'or
- un prêt à un inconnu au taux de 3 % par an
- un financement participatif ("crowdfunding") qui rapporte 150 euros en deux ans
- trois actions L'Oréal à 260 euros et 2 actions Michelin à 110 euros
- 12 centimes de Bitcoin
- une obligation dont le montant du coupon est de 2,5 % annuels
- un prêt gratuit à ton frère... qui ne te remboursera jamais

La réponse est libre ! Tout dépend de vos principes (acceptez-vous la spéculation ?), de vos valeurs (la solidarité ?), mais aussi de votre personnalité (prêt(e) à prendre des risques ? altruiste au point de faire un gros don à un proche ?).

L'idéal est de bien vous renseigner sur les gains financiers avant de vous lancer : les sites Internet sont pratiques et il faut chercher comment a évolué chaque placement sur les 5 dernières années par exemple. Il faut par ailleurs faire des calculs pour la comparaison des gains finaux.

Voici quelques pistes :

- un Livret A qui rapporte 0,75 % par an : au final vous gagnez 1 000 euros x 1,0075 x 1,0075, soit 15,05 euros ! Coooooooooool !
- 22,64 grammes d'or : l'or est toujours un placement sûr ; au pire, il évite souvent de ne pas perdre de valeur ; cependant, il ne permet pas toujours d'en gagner
- un prêt à un inconnu au taux de 3 % par an : s'il rembourse effectivement le prêt, vous devez gagner 1 000 euros x 1,03 x 1,03 = 60,9 euros... c'est déjà ça...
- un financement participatif ("crowdfunding") qui rapporte 150 euros en deux ans : le taux de rémunération ici est de 7 %, ce qui n'est pas trop mal ; en plus, vous contribuez à l'aide à une cause
- trois actions L'Oréal à 260 euros et 2 actions Michelin à 110 euros : l'action L'Oréal a doublé en 5 ans, ce qui est énorme ! Celle de Michelin + 58 % sur le même période, donc pas mal ! Après... la valeur d'une action peut chuter et on peut se retrouver ruiné. Par ailleurs, la spéculation n'a pas la réputation d'être très morale...
- 12 centimes de Bitcoin : s'il y a un gain qui peut être considérable, mais aussi très risqué, c'est bien le Bitcoin ! Quelques centimes à son démarrage en 2009, 2 844, 43 euros le 15 décembre 2018, 11 426,17 euros le 27 juin 2019 et 8 382,46 euros le 3 novembre 2019
- une obligation dont le montant du coupon est de 2,5 % annuels : cela vous permettrait d'avoir 1 000 euros x 1,025 x 1,025 = 5,06 euros... Pour le resto, ça va être juste !
- un prêt gratuit à votre frère... qui ne vous remboursera jamais : c'est le frère et les parents qui vont être contents ! Par contre, évitez de devenir conseiller du Président de la République...



COMMENT LES AGENTS ÉCONOMIQUES SE FINANCENT-ILS ?

Les acteurs du circuit et les ménages



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Lisez et étudiez ces documents., puis réfléchissez aux mots les plus opportuns pour compléter le texte ci-après [la plupart des mots sont des noms d'agents].

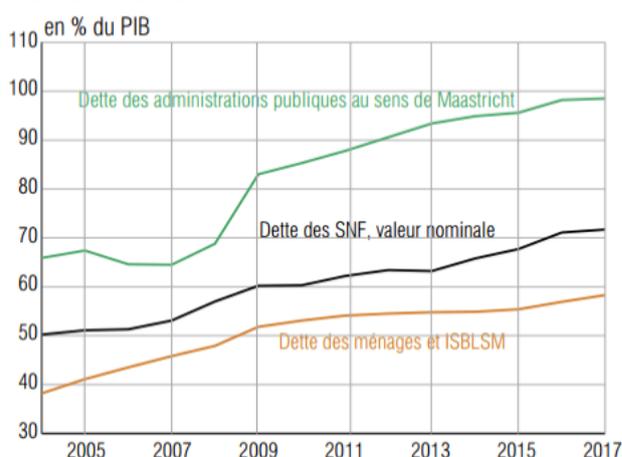
Endettement des agents non financiers en 2017

	Encours	17/16 en %
Endettement des agents non financiers	5 239,6	4,0
Ménages et ISBLSM	1 334,6	5,5
Sociétés non financières	1 647,2	3,9
Administrations publiques ¹	2 257,8	3,2
Crédits auprès des Institutions financières²	2 662,0	4,5
Ménages et ISBLSM	1 334,6	5,5
Sociétés non financières	1 043,9	5,2
Administrations publiques	281,8	-2,0
Dépôts au passif du Trésor³	37,4	1,5
Financements de marché	2 484,2	3,0
Sociétés non financières	603,3	1,9
Titres de créance à court terme	37,0	13,3
Titres de créance à long terme	566,3	1,3
Administrations publiques	1 938,6	4,0
Titres de créance à court terme	170,6	-0,3
Titres de créance à long terme	1 768,0	4,4

1. Dette publique au sens de Maastricht. 2. Institutions financières monétaires et les autres intermédiaires financiers (organismes de titrisation, etc.). 3. Dépôts auprès du Trésor pour toutes les contreparties autres que les administrations publiques.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Ratios de dette des agents non financiers de 2004 à 2017



Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

À la fin de l'année 2017, l'e..... des a..... n..... f..... résidents s'établit à 5 239,6 milliards d'euros, en hausse de % sur l'année, après + 4,7 % en 2016. La dette des ménages – y compris les i..... s..... b..... l..... au s..... des m..... (.....)

– augmente plus fortement en 2017 qu'en 2016. En revanche, la dette des s..... n..... f..... (.....) et celle des a..... p..... (.....) progressent m..... vite. Exprimés en proportion du PIB, les ratios d'endettement des SNF et des APU augmentent m..... vite ; en 2017 (respectivement + 0,6 point et + 0,3 point pour s'établir à 71,7 % et 98,5 %) ; parallèlement, celui des ménages s'accroît de 1,4 point pour s'établir à 58,3 %.

En l'espace de 12 ans, la dette des ménages et ISBLSM rapportée au PIB s'est accrue de points ou + %, en passant de 40 % en 2005 à 58 % en 2017, vite que celle des administrations publiques (au sens de Maastricht) qui s'accroît de points ou + % en passant de 66 % à 98 % en 2017.

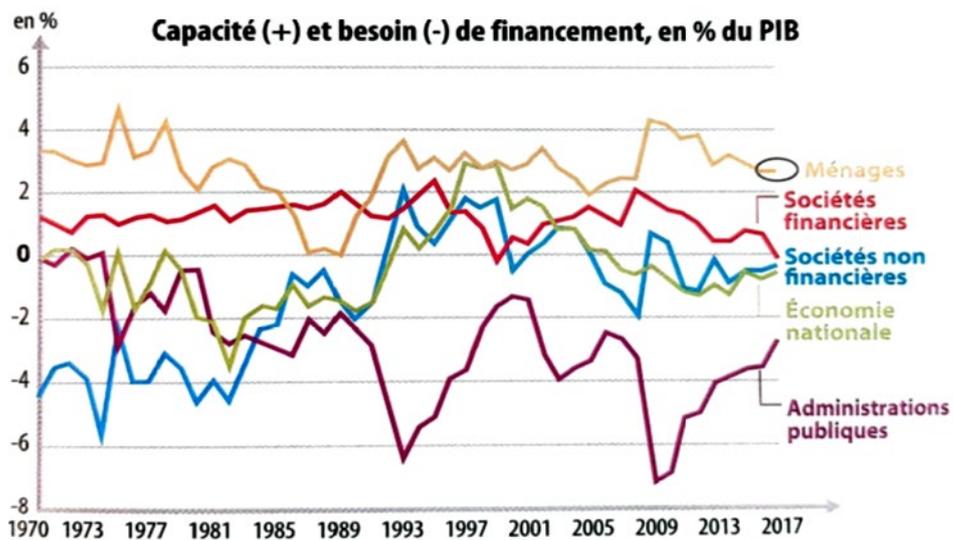
À la fin de l'année 2017, l'**endettement des agents non financiers (ANF)** résidents s'établit à 5 239,6 milliards d'euros, en hausse de **4,0 %** sur l'année, après + 4,7 % en 2016. La dette des ménages – y compris les **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** – augmente plus fortement en 2017 qu'en 2016. En revanche, la dette des **sociétés non financières (SNF)** et celle des **administrations publiques (APU)** progressent **moins** vite. Exprimés en proportion du PIB, les ratios d'endettement des SNF et des APU augmentent **moins** vite en 2017 (respectivement + 0,6 point et + 0,3 point pour s'établir à 71,7 % et 98,5 %) ; parallèlement, celui des ménages s'accroît de 1,4 point pour s'établir à 58,3 %.

En l'espace de 12 ans, la dette des ménages et ISBLSM rapportée au PIB s'est accrue de **18** points ou + **45 %**, en passant de 40 % en 2005 à 58 %, **moins** vite que celle des administrations publiques (au sens de Maastricht) qui s'accroît de **32** points ou + **48,49 %** en passant de 66 % à 98 % en 2017.

D'après le Tableau de l'économie française, 2019, INSEE

LES ACTEURS DU CIRCUIT ÉCONOMIQUE ONT BESOIN DE CAPITAUX

1. Quelle est la situation financière des différents agents économiques ?



Source : Insee. résultats Comptes nationaux.

Quels agents sont en besoin de financement ?

- être en besoin de financement signifie manquer de capitaux pour financer les activités économiques
- la pire situation financière est celle des administrations publiques, dont le poids dans le PIB s'éloigne considérablement de 0
- les sociétés non financières sont également concernées
- cela a forcément un impact sur celui de l'économie nationale

Comment évolue la situation des agents en besoin de financement depuis 1970 ?

- les administrations publiques aggravent leur situation, déjà négative depuis le début, en passant en 1990 de - 2 % du PIB à - 6,2 % en 1993 ; s'il y a du mieux entre 1993 et 2000 (- 1,5 %), puis de 2003 à 2006 (- 2,5 %), la crise de 2009 plombe les comptes (- 7 % !). En 1974, les sociétés non financières ont un besoin de près de - 6 % du PIB ; leur situation, bien qu'instable, s'améliore considérablement à partir de 1983 et surtout de 1990 ; elles sont en capacité de financement entre 1992 et 2004, et leur besoin de financement tourne ensuite autour de - 1 %.

Quels agents sont en capacité de financement ?

- être en capacité de financement signifie disposer de capitaux pour aider les agents à financer leurs activités économiques
- la meilleure situation financière est celle des ménages (enfin... une partie d'entre eux !). Quant aux sociétés financières, elles sont tout le temps et de façon assez régulière, en capacité de financement

Comment évolue la situation des agents en capacité de financement depuis 1970 ?

- la capacité de financement des sociétés financières tourne autour de 1 % du PIB, avec deux pics : en 1995 et en 2007
- celle des ménages est bien plus irrégulière, avec un moment à 0 % de 1987 à 1988. Leur situation tourne autour de 3 %, avec des pics à 4 % en 1975, 1978 et de 2008 à 2011

Quelle est la fonction principale du marché financier pour l'ensemble des agents économiques ?

- le marché financier sert surtout à faire correspondre les offreurs de capitaux, en capacité de financement, et les demandeurs de capitaux, en besoin de financement
- il participe ainsi grandement au circuit économique

2. Qu'est-ce que le financement ?

Quelles sont les sources traditionnelles de financement des activités économiques ?

- idéalement, les ménages devraient pouvoir faire de gros achats sans avoir à faire appel à des agents extérieurs, grâce à une épargne importante ; cependant, seuls les revenus conséquents en ont les moyens
- de même, les entreprises ont besoin de réaliser des investissements souvent coûteux (des centaines de milliers d'euros) et une partie d'entre elles ont suffisamment de capitaux propres, d'où un taux d'autofinancement élevé
- le crédit bancaire est indispensable, ce qui permet d'investir et de produire ou de consommer, mais les entreprises et les ménages doivent payer un intérêt coûteux
- les actions (augmentation du capital social) ne sont accessibles qu'aux grosses entreprises cotées et elles sont risquées
- si les obligations sont moins risquées, elles sont utiles, mais représentent un coût également
- il existe cependant d'autres sources de financement

À quoi sert la Bourse ?

- la Bourse est une institution et un marché, où des entreprises peuvent trouver des moyens de se financer en levant des capitaux, grâce aux actions (titres de propriété) ou des obligations (titres de créances). C'est un lieu de forte liquidité
- les actions (qui rémunèrent les dividendes) et les obligations (qui rémunèrent l'intérêt) constituent une épargne à long terme, source plus stable que le crédit, qui se situe souvent sur le court terme
- en tant que marché, la Bourse met en relation des agents en besoin de financement (par exemple des entreprises, des collectivités locales, des États) avec des agents qui sont en capacité de financement et disposent de fonds à investir (par exemple les investisseurs étrangers). Elle introduit et émet sur le marché primaire des titres négociables (en gros, c'est le marché du neuf), qui se retrouvent sur le marché secondaire en faisant l'objet d'échanges (en gros, c'est le marché de l'occasion)
- passer par la Bourse, c'est aussi la possibilité de se protéger contre une multitude de risques, par le biais des produits dérivés
- en fait, la Bourse regroupe plusieurs marchés, qu'ils soient réglementés ou non. On y trouve surtout le marché des actions (Euronext) et le marché des obligations, celui de gré à gré, celui des produits dérivés...

Qu'est-ce qui distingue action et obligation ?

FINANCEMENT PAR...	AVANTAGES	INCONVENIENTS
endettement bancaire	<ul style="list-style-type: none">○ <i>accessibles à toute entreprise</i>○ <i>la banque fait profiter de son expertise</i>○ <i>le capital remboursé et les frais (intérêt) sont déductibles des impôts</i>	<ul style="list-style-type: none">○ <i>on contracte une dette à rembourser</i>○ <i>on paye des frais (intérêts)</i>○ <i>le taux d'endettement empêche de faire d'autres crédits</i>
ouverture de capital	<ul style="list-style-type: none">● <i>ce n'est pas un endettement</i>● <i>on ne verse des dividendes aux actionnaires que si on fait du bénéfice</i>● <i>on peut disposer de beaucoup de capitaux si l'entreprise marche bien</i>	<ul style="list-style-type: none">● <i>les petites entreprises en sont privées</i>● <i>on risque de ne plus être propriétaire de l'entreprise</i>● <i>on doit payer des frais de communication des résultats de l'entreprise</i>

À quoi sert le marché bancaire ?

- le marché bancaire est le lieu où se rencontrent ceux qui ont besoin de crédits (ménages, entreprises) et ceux qui offrent des crédits (établissement financiers : banques, banques mutualistes, établissements de crédit spécialisé, sociétés de financement)

Qu'est-ce que le microcrédit ?

- le microcrédit est l'attribution d'un prêt de faible montant destiné à des agents (artisans, commerçants, petites entreprise) qui n'ont pas accès aux crédits bancaires classiques

Comment Internet modifie-t-il le financement ?

- Internet a considérablement modifié les modalités de fonctionnement des marchés et des conditions de financement des agents
- né dans les années 1980, dans un contexte favorable à la diffusion des capitaux (libre-échange, libre circulation des capitaux, passage d'une économie d'endettement à une économie de financement, mondialisation accroissant les besoins de financement...), Internet met directement en contact des offres et des demandes plus denses et diversifiées qu'autrefois

Qu'est-ce que le crowdfunding ?

- le *crowdfunding* ou financement participatif est une source de financement que l'on trouve sur Internet, alternatif aux sources traditionnelles
- il peut prendre la forme d'un don (avec ou sans contreparties non financières), d'un prêt (gratuit ou rémunéré) ou d'un investissement (éventuelle participation aux bénéfices du projet lorsqu'il y en a)

Quel est le mode de financement idéal ?

- plus un financement est indirect, long et risqué, plus il est coûteux pour l'agent
- il n'y a pas d'idéal, en dehors de l'autofinancement par capitaux propres...
- cela dépend notamment du critère principal retenu par l'agent : degré de proximité avec le créancier, possibilité de faire appel à tel ou tel financement, montant du taux d'intérêt, degré de risque...

La question qui pique : comment vivre en partie sans financement ?

- l'économie sociale et solidaire est une aide précieuse pour de nombreux agents
- le troc est utile : on échange un bien ou un service contre un autre bien ou service
- l'entraide fait appel à l'esprit de solidarité
- le don le fait aussi et reflète la générosité
- la gratuité ne peut toutefois pas devenir un modèle économique viable



L'ESSENTIEL

La situation financière des agents économiques est souvent instable et elle amène l'économie nationale à être en besoin de financement.

Certains agents sont en besoin de financement, à l'instar des sociétés non financières et surtout des Apus.

À l'inverse, les sociétés financières et surtout les ménage sont en capacité de financement. Le marché va faire rencontrer les uns et les autres, en offrant une multitude de moyens divers, dont l'accès est facilité par Internet.

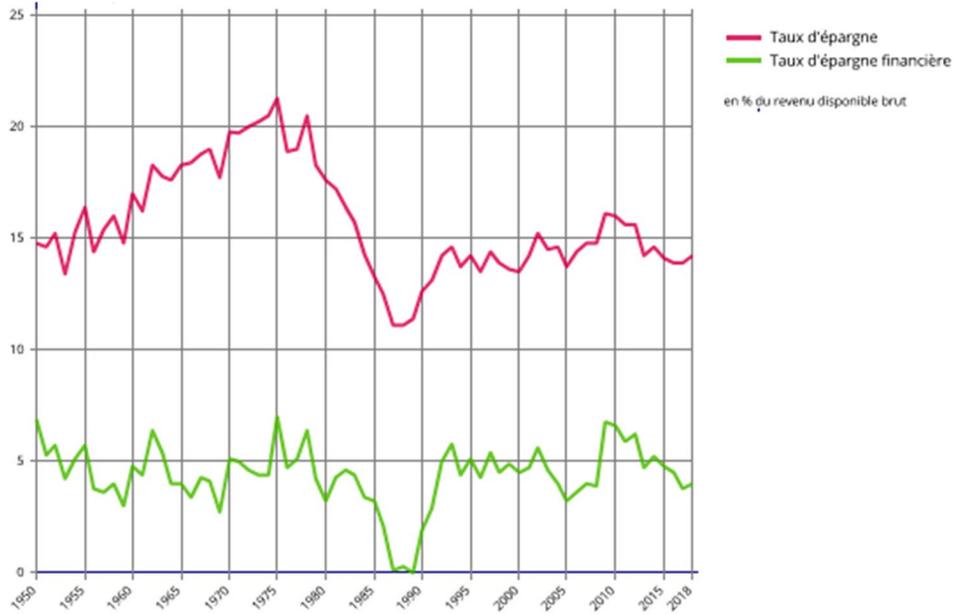
LES MÉNAGES NE SONT PAS TOUS EN BESOIN DE FINANCEMENT

Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Etudiez ce graphique qui présente le taux d'épargne des ménages de 1950 à 2018, puis répondez aux quelques questions ci-dessous.



a) Qu'est-ce qui distingue le taux d'épargne et le taux d'épargne financière ?

.....

.....

.....

.....

b) Comment évoluent le taux d'épargne et le taux d'épargne financière depuis 1950 ?

.....

.....

.....

.....

c) Comment expliquer les évolutions constatées ?

.....

.....

.....

.....

a) Qu'est-ce qui distingue le taux d'épargne et le taux d'épargne financière ?

L'objectif ici est de définir des notions importantes en réalisant une comparaison

Le taux d'épargne correspond au poids de l'épargne nationale dans le revenu disponible national, autrement dit, le montant de l'épargne déclarée de tous les ménages divisée par le revenu disponible brut total des ménages, exprimé en pourcentages de répartition. Le taux d'épargne financière est le montant de la capacité de financement des ménages rapporté au revenu brut total des ménages, exprimé en pourcentages de répartition.

b) Comment évoluent le taux d'épargne et le taux d'épargne financière depuis 1950 ?

L'objectif ici est de repérer les chiffres et les périodes importantes sur un graphique à courbes

De 1950 à 2018, le taux d'épargne des ménages est instable, mais relativement importante. En effet, si elle est forte en début de période et grimpe de 40 % (passant de 15 % à 21 %) en 25 ans, elle subit une forte chute de 1979 à 1990, atteignant respectivement 12 % et 0 % en 1987. Les taux stagnent ensuite autour de 15 %, avec un petit sursaut en 2010. Le taux d'épargne financière est plus stable, en tournant autour de 5 %.

c) Comment expliquer les évolutions constatées ?

L'objectif ici est d'expliquer les évolutions.

L'essor important du taux d'épargne de 1950 à 1979 s'explique largement par le développement économique des Trente glorieuses. En 1975 (premier choc pétrolier) et surtout 1979 (second choc pétrolier), la France subit une grave crise économique qui fait effondrer les taux jusqu'en 1987. Le sursaut de 2010 peut peut-être s'expliquer par l'épargne de précaution, suite à la crise de 2009, les ménages étant inquiets pour l'avenir.

1. Comment évalue-t-on la capacité ou le besoin de financement des ménages ?

Qu'est-ce qu'un budget du ménage ?

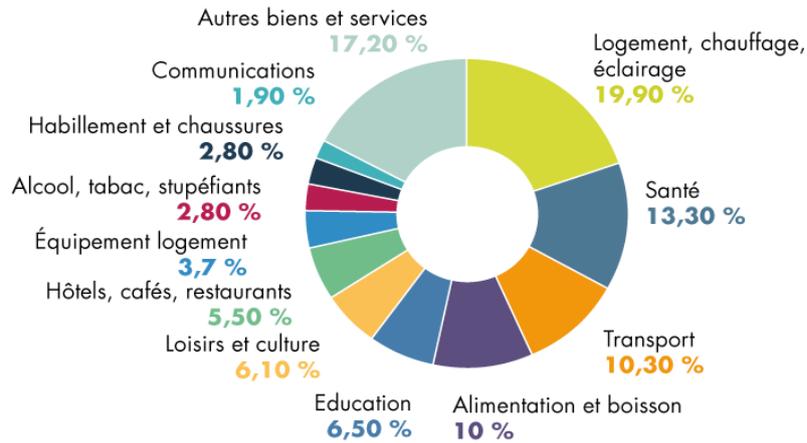
- un budget est une organisation de recettes et de dépenses
- celui d'un ménage est spécifique : le revenu disponible est le produit de la somme du revenu primaire et du revenu secondaire, à laquelle on retranche les prélèvements obligatoires
- le revenu primaire est la rémunération du travail (revenu du travail), de la propriétaire pour certains (revenu de la propriété) ou de la combinaison des deux (revenu mixte)
- le revenu secondaire est la somme de toutes les sommes que les pouvoirs publics versent à une partie des ménages (revenus de transfert ou allocations sociales appelées aussi prestations sociales)
- les prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts) greffent la somme du revenu primaire et du revenu secondaire pour obtenir le revenu disponible
- ce revenu disponible est alors consacré en totalité ou en partie à la consommation et le reste à l'épargne

Quels types de dépenses distingue-t-on ?

- le ménage est confronté à des dépenses fixes, c'est-à-dire permanente, qui reviennent chaque mois, et des dépenses variables, qui dépendent de la consommation
- les dépenses fixes sont figées dans le temps et récurrentes, et correspondent à des charges financières
- exemples : le loyer ou le crédit immobilier, les divers crédits à la consommation, les assurances, les impôts... bref, ce qu'un ménage doit à des institutions !
- les dépenses variables sont celles dont les montants évoluent en fonction des achats, qu'ils soient obligatoires (pour vivre) ou non (cadeaux...)
- exemples : énergie (chauffage, électricité, essence), alimentation, habillement, équipements, cadeaux, sorties...

Comment se répartissent les dépenses des ménages ?

- la répartition de la consommation correspond à la décomposition de la consommation en postes budgétaires (regroupement des dépenses par nature de produits), évalués en coefficients budgétaires (exprimés en pourcentages)
- en 2017 selon l'INSEE, les frais engagés dans l'habitat (logement, chauffage, éclairage) sont importants : un cinquième du total des dépenses, les frais de santé représentent 13 %, tandis que le coefficient budgétaire des transports et de l'alimentaire (y compris les boissons) sont tous deux de 10 %



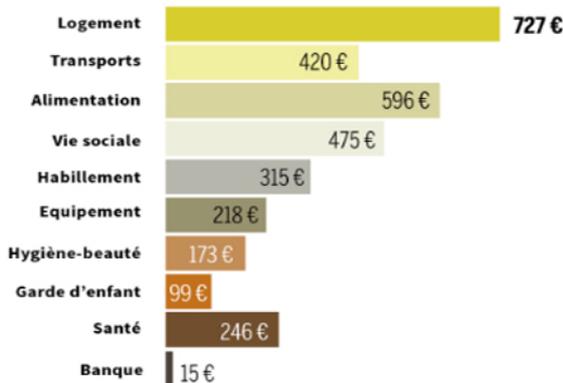
Source : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Comment se répartit le budget moyen d'un ménage composé d'un couple et de deux enfants ?

BUDGET MENSUEL DECENT POUR UN COUPLE AVEC 2 ENFANTS



REPARTITION DES DEPENSES SI LOGEMENT SOCIAL



Source : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

- le logement est le plus gros poste budgétaire, avec un montant moyen de 727 euros par mois (un cinquième du total), suivi d'assez près par les dépenses alimentaires (presque 600 euros). Les transports et la vie sociale, à eux deux, représentent 900 euros
- la présence d'enfants a un effet sur les frais de garde (100 euros), l'alimentation, la santé, l'habillement, la vie sociale...

Pourquoi une partie des ménages sont en besoin de financement ? A quoi sert le crédit bancaire pour les ménages ?

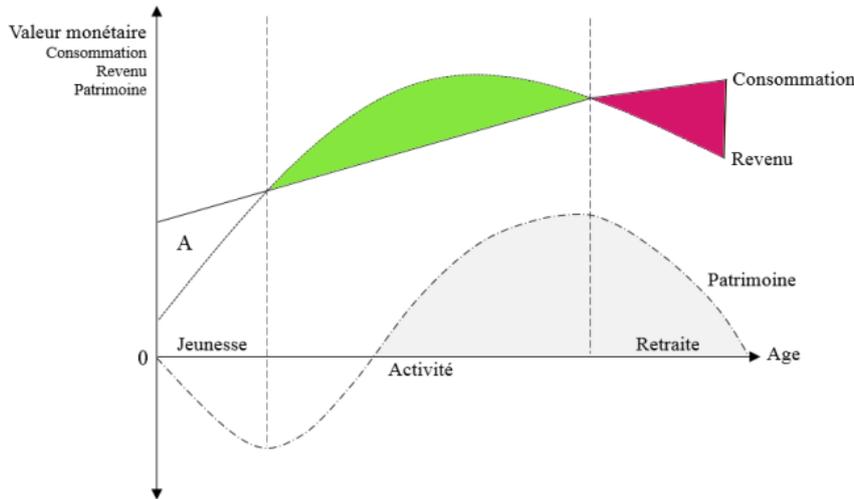
- les besoins des ménages sont souvent plus importants que les moyens financiers à disposition. Cela conduit à avoir un besoin de financement, les dépenses étant supérieures aux recettes, conduisant une partie des ménages à avoir un découvert bancaire, entraînant des frais supplémentaires (même en cas d'autorisation)
- les plus prévenants anticipent le problème et se privent de certains produits
- l'appel au crédit permet de faire face au manque de revenus, en particulier pour les grosses dépenses : immobilier, véhicules, mobilier...

Pourquoi une autre partie des ménages sont en excédent de financement ?

- une partie non négligeable de la population française (personnes âgées : les papy-boomers) est constituée de petits épargnants
- leurs motivations à épargner peuvent être diverses : précaution (constitution d'une réserve de valeur en cas de soucis), dépenses ultérieures (réalisation d'un projet : consommation différée), constitution et/ou transmission d'un capital économique pour soi (épargne-retraite) ou pour sa descendance (héritage).

2. Quels ménages sont en capacité de financement et lesquels sont en sont de financement ?

Pourquoi parle-t-on de cycle de l'épargne ?



Modèle du cycle de vie de Modigliani et Brumberg

- EPARGNE
- DESEPARNE

[...] Le modèle de Modigliani et Brumberg (1954) suppose que les consommateurs ont pour horizon temporel la durée de leur existence, soit un horizon temporel long, mais fini. Leurs arbitrages patrimoniaux ont pour objectif d'assurer un profil de consommation régulier sur l'ensemble de la vie. Dans la version de base du modèle de cycle de vie, le premier souci des ménages concerne ainsi le financement de leur période de retraite : ils accumulent pendant leur durée d'activité un patrimoine qu'ils consomment par la suite, selon le graphique caractéristique [...]

Céline Antonin, *Âge, revenu et comportements d'épargne des ménages.*

Une analyse théorique et empirique sur la période 1978-2006, Mémoire sous la direction de Thomas Piketty

- selon Modigliani et Brumberg, l'épargne ne dépend pas du taux d'intérêt, mais de l'âge. En début de vie active, les individus ont peu de revenu alors qu'ils doivent consommer, ce qui les empêche d'épargner. Au fur et à mesure des années, ils reçoivent davantage et peuvent à la fois épargner et acquérir un patrimoine économique par accumulation d'épargne
- lorsque les individus s'arrêtent de travailler, ils n'ont pas les moyens financiers d'épargner et ont même tendance à désépargner, en puisant dans leur patrimoine, vu que le revenu baisse considérablement, alors qu'il faut continuer à consommer
- ainsi, l'épargne suivrait le cycle de vie de l'individu, créant un cycle de l'épargne : le taux dépend de la structure par âge de la population ; l'épargne apparaît comme la variable d'ajustement permettant de consommer presque autant qu'avant l'entrée en retraite, même en cas de baisse du revenu (fonction de lissage des revenus)
- cette théorie a le mérite de relier de façon logique revenu, consommation, épargne et patrimoine économique, et de montrer comment la baisse du revenu peut être en partie compensée par l'épargne de précaution (traduite ici en patrimoine)
- cette thèse permet d'alerter les pouvoirs publics sur les effets négatifs du vieillissement démographique sur l'épargne, le patrimoine et la croissance économique

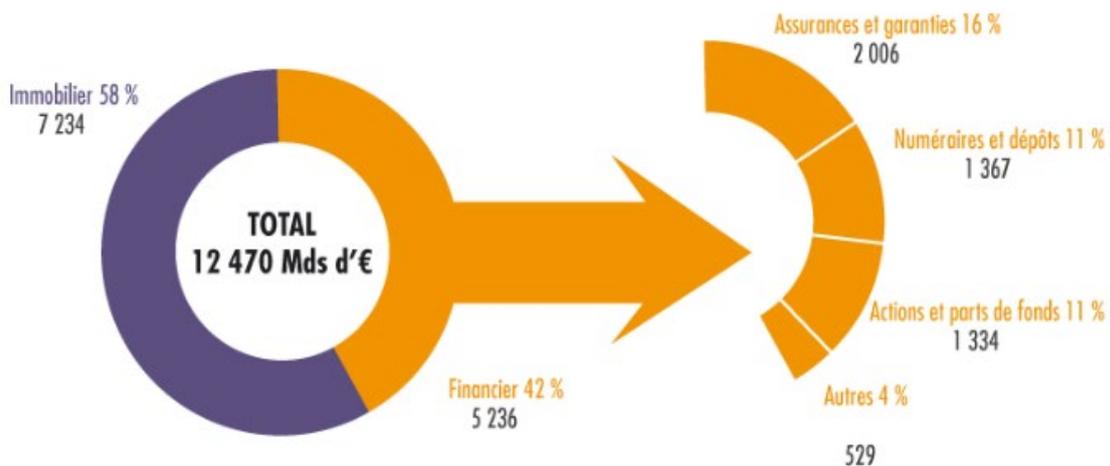
Quelles sont les limites de la théorie du cycle de l'épargne ?

- une partie non négligeable de personnes âgées consomment nettement moins qu'avant et sont plus préoccupées par le souci de transmettre un patrimoine économique à leurs enfants et petits-enfants que par celui de maintenir un niveau de vie élevé
- certaines générations d'individus ont profité d'un contexte économique favorable qui leur a permis, parallèlement à l'avènement de la société de consommation de masse, de consommer fortement, au détriment d'un comportement d'épargne : les papy boomers des Trente glorieuses ! Profiter de la vie est ainsi antinomique avec l'esprit de sacrifice, ce qui est préjudiciable à l'épargne, donc au patrimoine
- par ailleurs, le taux d'épargne n'est pas forcément progressif avec l'âge, par exemple en raison des frais élevés des études supérieures des enfants, donc lorsque beaucoup de parents ont 50-55 ans...
- quant aux catégories les plus modestes, elles n'ont jamais les moyens financiers d'épargner, quel que soit leur âge !

Quel est l'état du patrimoine économique des ménages ?

RÉPARTITION DU PATRIMOINE DES MÉNAGES PAR TYPE D'ACTIFS

EN 2016 EN MILLIARDS D'EUROS

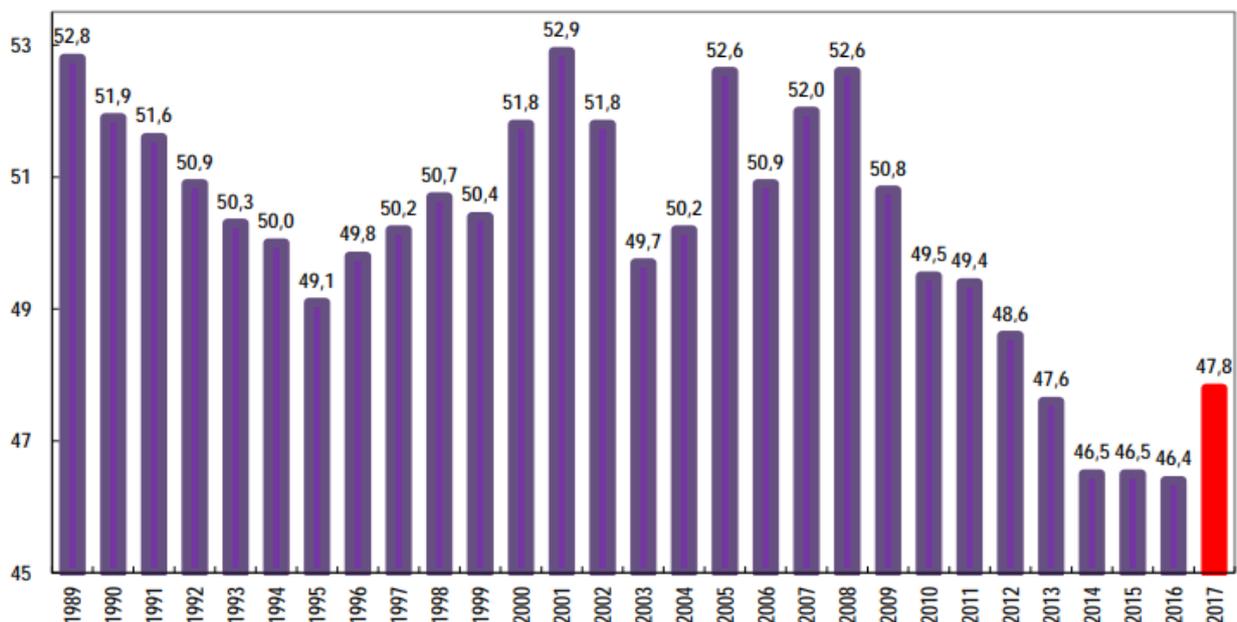


Source INSEE

- le patrimoine en possession des ménages en France est impressionnant : de l'ordre de 12 470 milliards d'euros en 2016. L'immobilier en représente 58 %, contre 42 % pour les actifs financiers
- 38,3 % (2 006/5 236) du patrimoine financier des ménages sont composés des assurances et garanties, 26,1 % sont constitués de numéraires et dépôts et 25,48 % des actions et parts de fonds

Comment évolue le crédit des ménages ?

La proportion de ménages détenant des crédits
(Source : Observatoire des Crédits aux Ménages)



- l'évolution des crédits accordés aux ménages semble suivre une trajectoire cyclique
- certaines années ont été exceptionnelles : 1989, 2001, 2005, 2008. Les périodes d'essor des crédits ont été 1965-2000 et 2003-2008
- par contre, les accords de crédits ont connu un déclin de 1889 à 1995, de 2001 à 2003, et de 2008 à 2016

Quels problèmes pose le surendettement des ménages ?

- le surendettement correspond à une situation d'insolvabilité : les ménages ne sont plus dans la capacité de payer leurs factures, de rembourser leurs crédits et leurs dettes
- la plupart des ménages en surendettement (dépôt de dossiers auprès de la banque) ont un revenu inférieur au SMIC
- cette situation peut s'expliquer par la contraction de crédits trop élevés, à cause d'un accident de la vie (chômage, accidents, maladies, séparation), d'une mauvaise gestion du budget, d'une addiction à des jeux d'argent...

La question qui pique : quelle est la responsabilité collective au surendettement de certains ménages ?

- beaucoup de ménages, y compris aisés, sont "dans le rouge", c'est-à-dire consomment plus qu'ils ne gagnent, et se retrouvent avec des découverts bancaires (encouragés par les banques pour les plus aisés)
- ce sont les plus modestes qui sont le plus en surendettement et la procédure mise en place par la Banque de France est longue
- les revenus sont insuffisants, la société de consommation de masse crée de multiples besoins artificiels, les automobiles et l'immobilier sont hors de prix... et il n'y a pas de réelle politique anti pauvreté !



L'ESSENTIEL

Les ménages qui ont une capacité de financement disposent de revenus, d'épargne, voire de patrimoine économique suffisant pour couvrir les dépenses. Ceux qui ont un besoin de financement ont des dépenses supérieures à leurs ressources.

L'épargne n'est pas homogène et elle dépend de facteurs comme le niveau de revenu et l'âge, donnant lieu à l'existence d'un cycle de l'épargne, qui permet d'expliquer la désépargne en fin de vie.

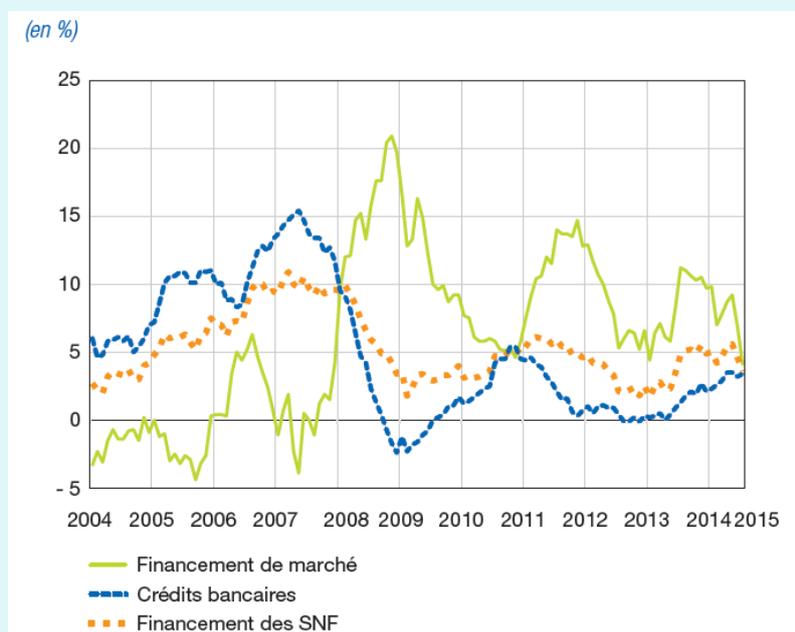
Durant leur vie active, la plupart des ménages doivent recourir au crédit, mais une partie se retrouvent en surendettement.



LE FINANCEMENT DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Voici un sujet de Spécialité 2 ou Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire.
De quels moyens de financement disposent les agents économiques ?

Document 1 : taux de croissance annuel des modes de financement des sociétés non financières



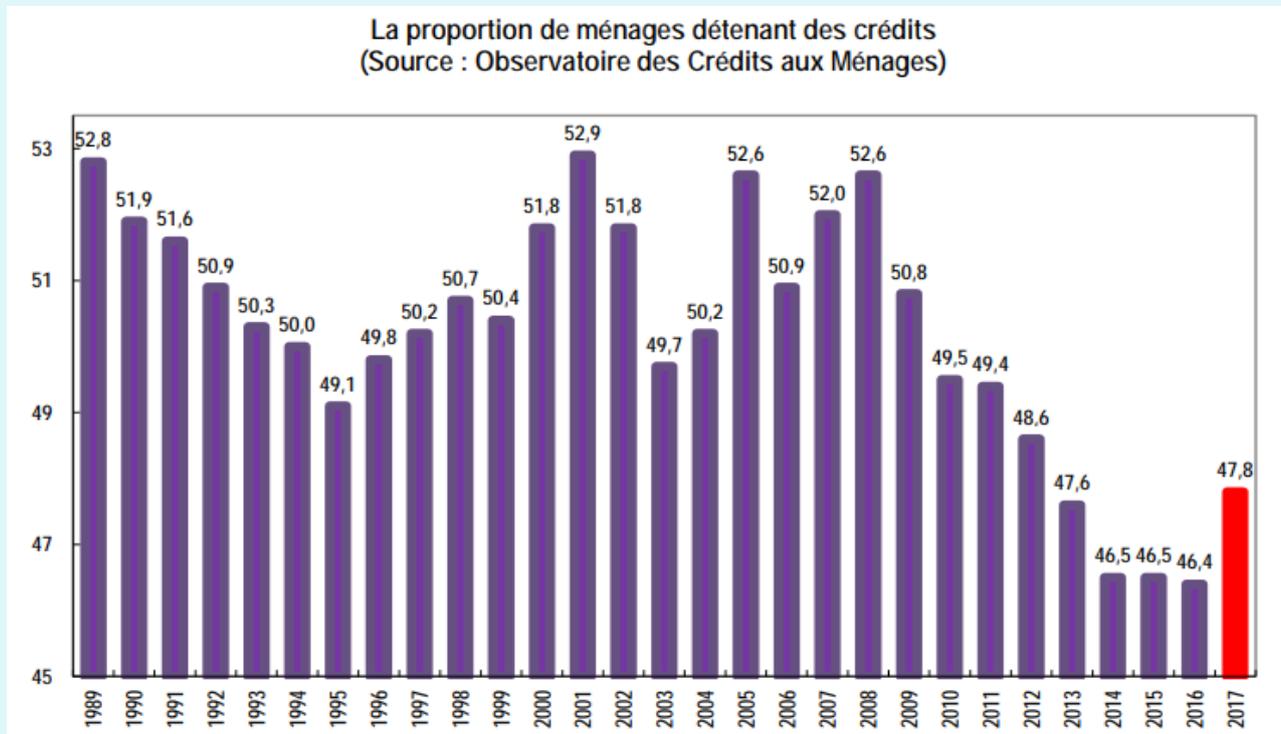
Clé de lecture : En 2009, le financement externe des sociétés non financières s'est accru de 2 %. Leur financement par recours au marché a augmenté de 17 % alors que le recours au crédit bancaire a diminué de 2 %.

Document 2 : comment l'activité économique est-elle financée ? Eduscol, juillet 2011.

[...] Lorsqu'un individu, un ménage ou une entreprise doit financer un projet (par exemple achat d'un bien d'équipement, d'une voiture ou d'une maison par un ménage, achat d'une machine par une entreprise) plusieurs modalités de financement sont possibles. Si l'agent économique en question dispose des fonds nécessaires, le projet peut être financé par autofinancement ou financement interne. S'il ne dispose pas de l'intégralité des fonds nécessaires, il doit recourir à un financement externe : on parle alors de besoin de financement. Inversement, lorsque, au cours d'une période donnée, les ressources (revenus) de l'agent concerné ont été supérieures aux emplois (dépenses diverses), on parle de capacité de financement. En cas de besoin de financement, les ménages et la plupart des entreprises (petites et moyennes) n'ont pas d'autres choix que le recours au crédit bancaire en faisant appel à un intermédiaire financier ; on parle alors de financement indirect ou financement intermédié. Les grandes entreprises quant à elles peuvent également s'adresser aux marchés des capitaux ; on parle alors de financement externe direct. Dans tous les cas, qu'il soit direct ou indirect, un financement externe a un impact sur la structure du bilan de l'entreprise, en particulier sur la structure du passif par une augmentation des fonds propres ou une augmentation des dettes (à long terme ou à court terme selon

le cas). Si l'on raisonne non plus au niveau microéconomique (décisions prises par les agents) mais au niveau global et pour une période donnée, on constate que les entreprises et les administrations publiques ont généralement un besoin de financement alors que les ménages dégagent, globalement, une capacité de financement. Le système financier désigne l'ensemble des institutions (marchés de titres et intermédiaires financiers) qui permettent aux agents ayant un besoin de financement de se procurer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets sans attendre d'avoir accumulé une épargne préalable suffisante. [...]

Document 3.



Conseils :

- rédiger une introduction courte en prenant soin de faire une accroche, une traduction du sujet et une annonce des trois parties choisies pour répondre à la question
- articuler 3 paragraphes reliés de façon logique, en distinguant les sources de financement selon leur caractère interne ou externe et direct ou indirect
- conclure en deux lignes l'essentiel de ce devoir

CORRECTION

Tous les agents économiques réalisent des dépenses de biens de consommation et/ou de biens de production. Tous n'ont cependant pas les moyens financiers de compter sur ses propres moyens financiers. Comment les entreprises et les ménages peuvent-ils financer leurs activités ?

Les sources de financement sont de trois ordres : soit un autofinancement, soit un appel à des intermédiaires externes, soit le marché financier.

Le financement interne est idéal car peu coûteux :

Les entreprises et les ménages ont trop de besoins à satisfaire et l'autofinancement est confortable, en raison de l'indépendance de l'agent et de l'absence de coût directs pour l'entreprise qui dispose de capitaux propres. (*cours + doc. 2*)

Mais il faut disposer d'une épargne importante, vu le prix achat de certaines dépenses, ce qui n'est pas le cas de tout le monde. (*cours*)

Un coût indirect est à supporter : le coût d'opportunité (manque à gagner), puisque l'argent est sacrifié pour consommer, au lieu de rapporter par un placement. (*cours*)

Le financement externe indirect est incontournable mais cher :

En substitution ou en complément, il faut recourir à des sources externes de financement, par l'intermédiaire d'autres agents, en particulier la banque. (*cours + doc. 3*)

Le principal moyen est le recours au crédit bancaire : par exemple, les ménages sont 50 % à y avoir recours. (*cours + doc. 1 + doc. 2 + doc. 3*)

Le taux d'intérêt présente alors un enjeu, constituant le coût de l'emprunt. (*cours*)

L'idéal est un taux faible, mais ce n'est pas toujours le cas. (*cours*)

Tout le monde n'a pas accès au crédit, l'endettement et le surendettement sont élevés et le risque d'insolvabilité existe. (*cours*)

Le financement externe direct peut être plus abordable mais est risqué :

Tout le monde n'a pas accès aux marchés financiers, notamment la Bourse : c'est un privilège de grandes entreprises. (*cours + doc. 1 + doc. 2*)

Les actions (augmentation du capital social) et les obligations (emprunt) ont des avantages. (*cours*)

Des risques existent et la crise des *subprimes* illustre ces risques. (*cours*)

Si certains agents ont peu de moyens de financement, d'autres bénéficient de moyens qui se combinent.

Les risques auxquels ils s'exposent ne sont toutefois pas les mêmes...

La situation financière d'un agent, qu'il soit en capacité ou en besoin de financement, est à la fois le reflet de l'efficacité productive et la source d'avantages ou d'inconvénients pour l'avenir. Si certains ménages sont dans des difficultés importantes, d'autres sont bien portants.

Les offreurs de produits marchands et non marchands sont dans une situation financière plus compliquée et sont sensibles eux aussi au niveau et à l'évolution du taux d'intérêt.



COMMENT LES AGENTS ÉCONOMIQUES SE FINANCENT-ILS ?

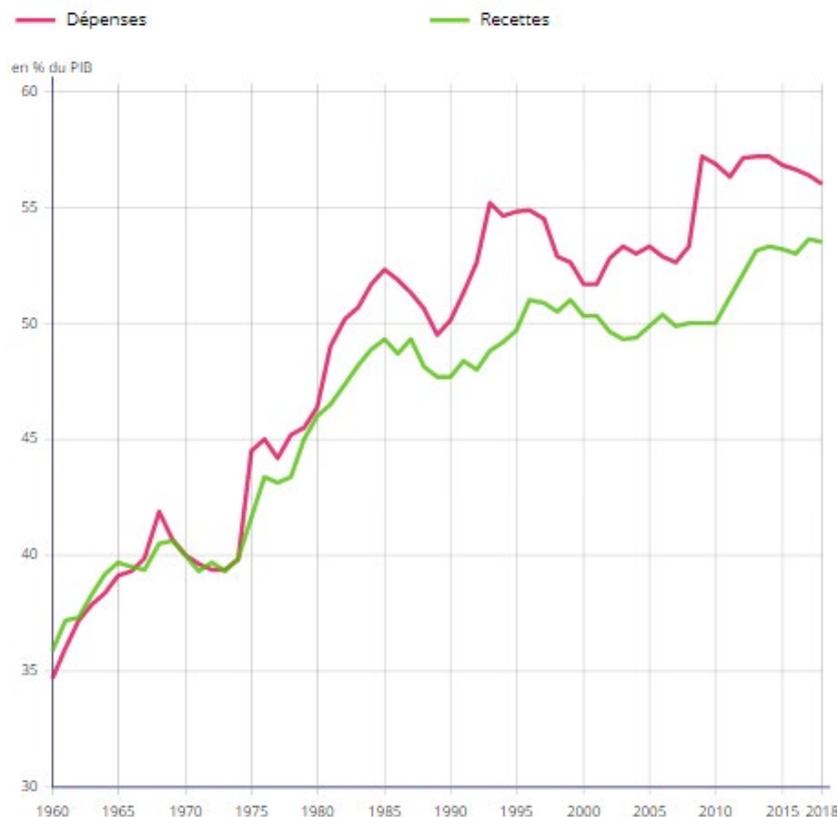
Les entreprises et les pouvoirs publics sont sensibles aux taux d'intérêt

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST PRÉOCCUPANTE



RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

Étudiez ce graphique qui présente les dépenses et recettes publiques en 2018, puis répondez aux quelques questions ci-dessous.



Source : INSEE, comptes nationaux

a) Comment évolue le solde budgétaire de l'État ?

.....

.....

.....

.....

.....

b) Comment expliquer l'évolution du solde budgétaire de l'État ?

c) quels sont les effets du déficit budgétaire ?

a) Comment évolue le solde budgétaire de l'État ?

L'objectif ici est de repérer les mots-clefs et expressions importantes

Le solde budgétaire, c'est-à-dire l'écart entre les recettes et les dépenses, est toujours négatif depuis... 1966 ! Cela signifie que les recettes sont insuffisantes, face aux dépenses.

On parle alors de déficit budgétaire et il est visible graphiquement par l'espace entre la courbe des recettes (verte) et la courbe des dépenses (rouge).

Les recettes et dépenses ont fortement augmenté, plutôt parallèlement, entre 1974 et 1980.

L'écart s'est creusé ensuite et est très important en 1985 (3 points de pourcentage de PIB), 1993 (6 points), 2009 (7 points) et depuis cette date.

b) Comment expliquer l'évolution du solde budgétaire de l'État ?

L'objectif ici est de mettre en valeur les déterminants d'une évolution

Le fonctionnement de l'État et l'intervention économique et sociale de l'institution, afin de compléter et corriger le marché, suppose de grosses dépenses.

Les recettes sont difficiles à recevoir lorsque disparaissent des entreprises (moins de taxes et moins d'impôts sur le bénéfice) ou des emplois (moins d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales).

La baisse du nombre de naissances diminue à terme le nombre de cotisants et le vieillissement démographique fait exploser les dépenses pour la vieillesse, les frais de santé, et remet en question le financement de la retraite.

Quant à l'apparition de chocs d'offre ou de demande négatifs, elle aggrave le montant des dépenses.

c) quels sont les effets du déficit budgétaire ?

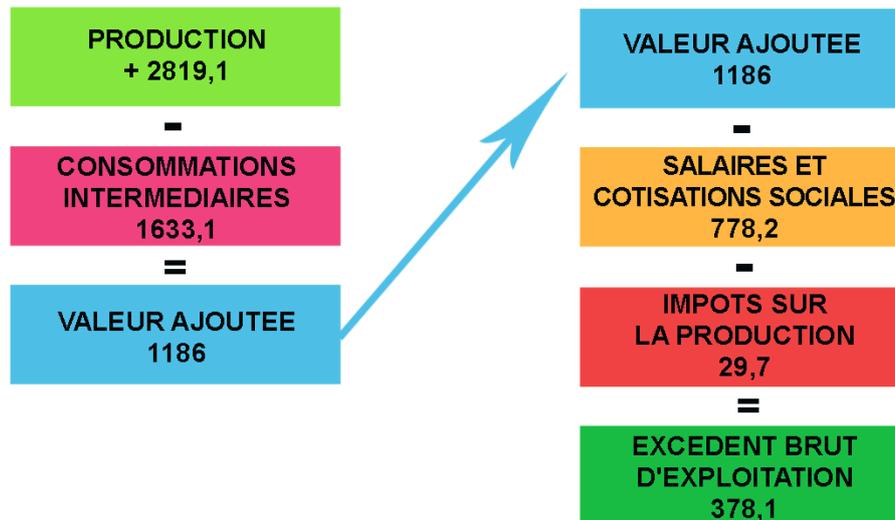
L'objectif ici est d'identifier les principales conséquences d'un phénomène

D'une part, le déficit budgétaire exerce une pression à la hausse sur les recettes (mais le taux de prélèvements obligatoires est très élevé en France) et à la baisse sur les dépenses (mais beaucoup sont incompressibles ou très difficiles à diminuer).

D'autre part, le déficit budgétaire a des effets directs sur l'endettement public !

1. Quelles sont les sources de financement des entreprises ?

Comment passe-t-on de la production à la situation financière de l'entreprise ?



Excédent brut d'exploitation ou profit d'exploitation 378,1

- Impôts sur le revenu et le patrimoine - 49,8
- Revenus nets de la propriété (intérêts, dividendes) - 26,8
- Divers - 26,8
- = Epargne 268,4

D'après INSEE, Les comptes de la nation 2018

- l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), qui est un indicateur d'autant plus important qu'il permet de payer impôts, intérêts des emprunts, dividendes et investissements à venir
- il provient ainsi de la production, donc du chiffre d'affaires, dont on soustrait les consommations intermédiaires (ce qui donne la valeur ajoutée), puis les frais de personnel (salaires et charges patronales) et les impôts sur la production nets de subventions
- une fois l'EBE calculé, il faut enlever les impôts sur le revenu et le patrimoine, les revenus de la propriété, quelques autres frais, et on obtient la situation financière de l'entreprise (épargne lorsqu'elle est en capacité de financement)

Quels types de financement sont à la disposition des agents économiques ?

- quelle que soit la nature et la taille de l'entreprise, la question du financement est incontournable
- les sources de financement classiques sont :
 - capitaux propres : autofinancement
 - emprunt bancaire : crédit
 - actions ou obligations
- tandis que les entreprises françaises passent par les banques, les entreprises américaines passent par le marché financier
- il existe toutefois de nouvelles sources de financement :
 - le crédit inter-entreprises
 - les fonds d'investissement
 - le financement participatif ("*crowdfunding*")
 - les crédits, subventions et garanties offerts par des organismes publics.

En quoi consiste le financement direct ?

- le financement direct, c'est la mise en relation directe par le marché financier des agents qui ont une capacité de financement (par exemple les ménages), et des agents qui ont un besoin de financement (entreprises, État), grâce à l'utilisation de titres de financement (valeurs mobilières, actions, obligations) que l'un émet et que l'autre achète (en constituant ainsi une épargne).

En quoi consiste le financement direct ?

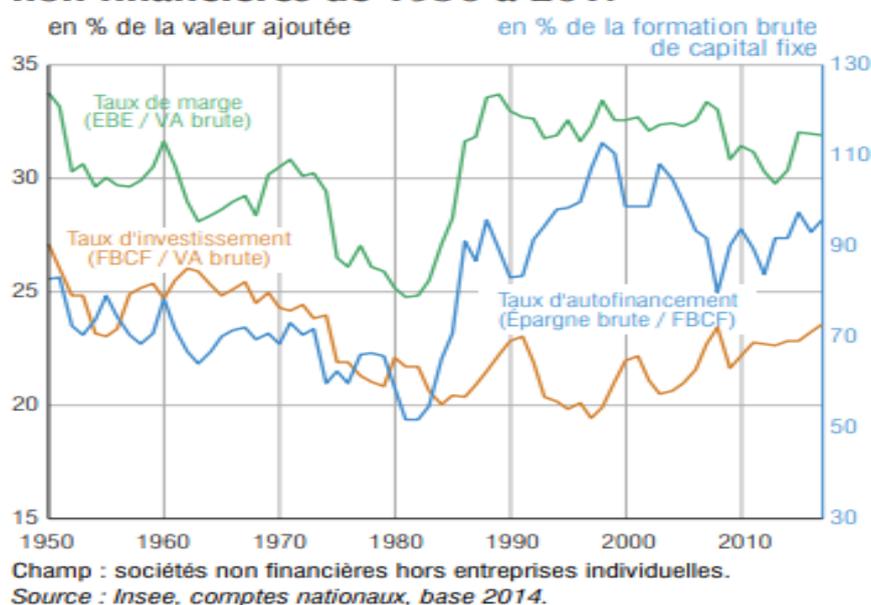
- le financement indirect est un financement intermédié, c'est-à-dire qui met en relation des agents différents par l'intermédiaire d'une banque, via les dépôts, les placements, les crédits

Que sont le taux de marge d'investissement, le taux de marge et le taux d'autofinancement de l'entreprise ?

- en macroéconomie, le taux de marge d'une entreprise est le poids du profit (Excédent brut d'exploitation, EBE) dans la valeur ajoutée
- le taux d'investissement est le poids de l'investissement (Formation brute de capital fixe, FBCF) dans la valeur ajoutée : il représente le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement
- le taux d'autofinancement est le poids de l'épargne brute par rapport à l'investissement (FBCF) : elle représente la capacité des entreprises à financer elles-mêmes leurs investissements, grâce à leurs capitaux propres

Comment évoluent ces indicateurs ?

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières de 1950 à 2017



- en 67 ans, les évolutions respectives de ces trois indicateurs sont instables
- entre 1950 et 1983, ils sont plutôt en déclin, le taux de marge perdant 8 points de pourcentages ou 25 % en passant de 33 % du PIB à 25 %
- durant la même période, les taux d'investissement et d'autofinancement connaissent une évolution presque parallèle et également négative : le premier passe de 80 % de la FBCF à 50 %, soit - 37,5 % et le second passe de 26 % de la VA à 19 %, soit -27 %.
- depuis 1983, cela va mieux : tous les taux remontent
- si la hausse du taux d'investissement est plus modeste que les autres (+ 15 % en 34 ans), le taux de marge s'accroît de 28 %, après un long pic à 33 % de 1989 à 2007
- quant au taux d'autofinancement, il augmente de 90 %, avec des pics à 105 et 110 % en 2003 et 1998

Pourquoi une entreprise peut-elle faire des pertes financières ?

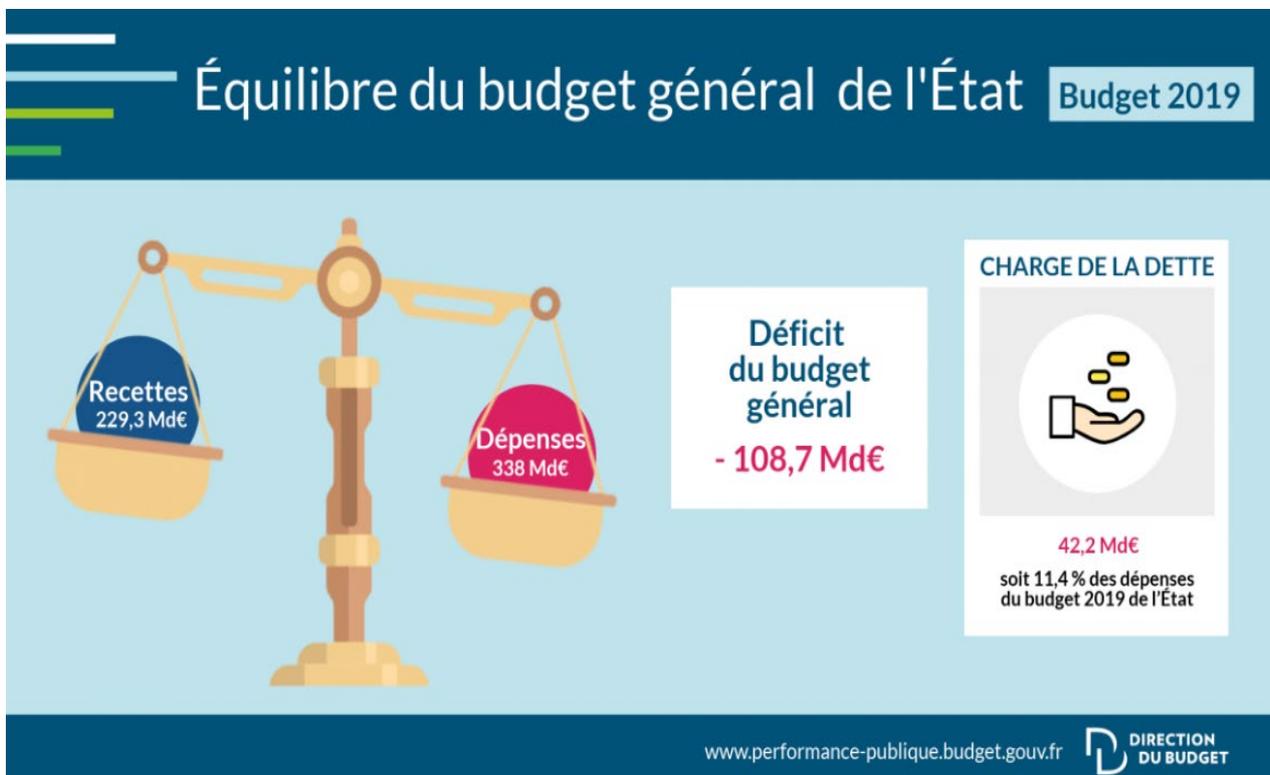
- une entreprise est en besoin de financement lorsque ses revenus ne sont pas suffisants pour couvrir ses dépenses : ses emplois sont supérieurs à ses ressources
- ses investissements sont extrêmement coûteux et l'entreprise ne dispose souvent pas de suffisamment de capitaux propres pour les financer comme le suggère le taux d'autofinancement qui n'atteint pas les 100 %
- elle s'endette alors en contractant des emprunts bancaires

Crédit bancaire vs capital social : quels sont les avantages et inconvénients respectifs ?

FINANCEMENT PAR...	AVANTAGES	INCONVENIENTS
endettement bancaire	<ul style="list-style-type: none"> • accessibles à toute entreprise • la banque fait profiter de son expertise • le capital remboursé et les frais (intérêt) sont déductibles des impôts 	<ul style="list-style-type: none"> • on contracte une dette à rembourser • on paye des frais (intérêts) • le taux d'endettement empêche de faire d'autres crédits
ouverture de capital	<ul style="list-style-type: none"> • ce n'est pas un endettement • on ne verse des dividendes aux actionnaires que si on fait du bénéfice • on peut disposer de beaucoup de capitaux si l'entreprise marche bien 	<ul style="list-style-type: none"> • les petites entreprises en sont privées • on risque de ne plus être propriétaire de l'entreprise • on doit payer des frais de communication des résultats de l'entreprise

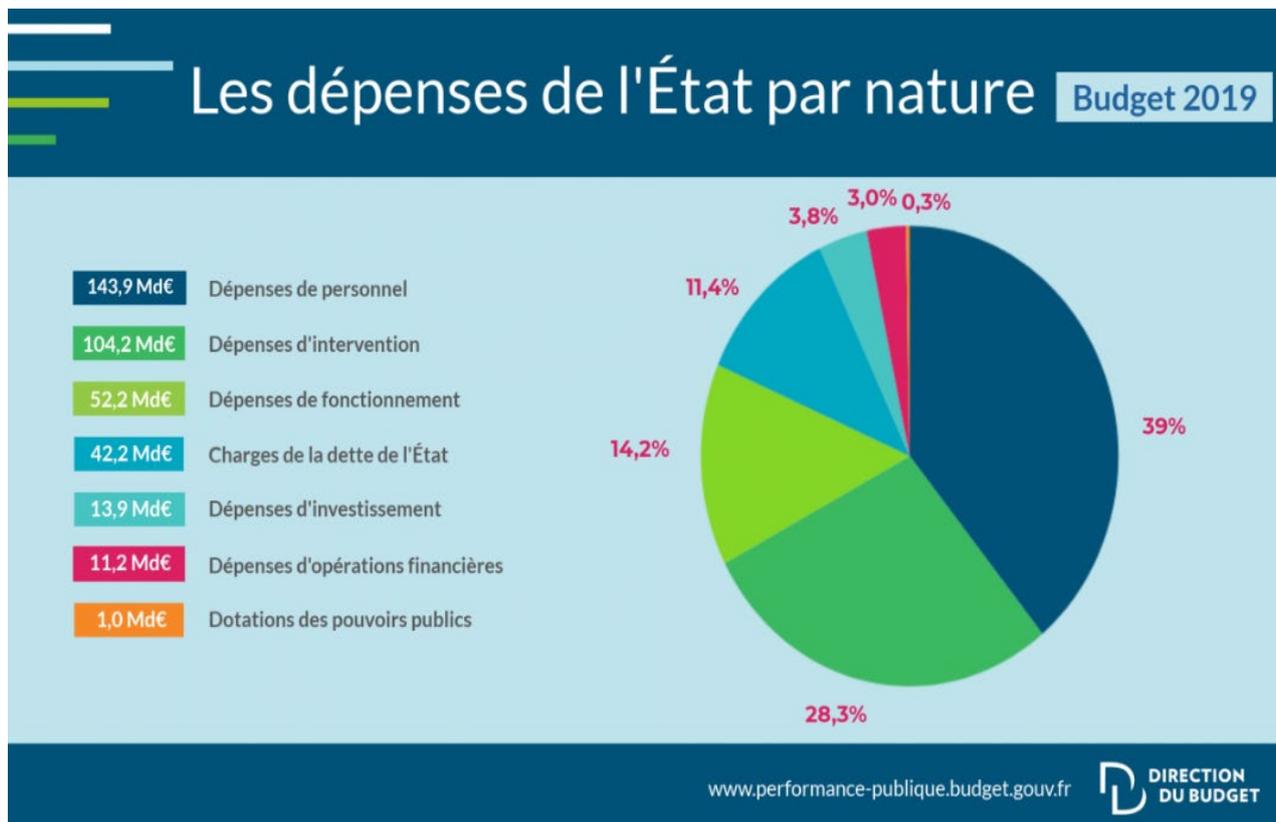
2. Quels problèmes financier pose l'intervention de l'État ?

Qu'est-ce qu'un budget de l'État ?



- l'État gère l'ensemble des recettes publiques qu'il reçoit et qu'il utilise pour réaliser les dépenses publiques : c'est le budget national
- établi par le Gouvernement sous la responsabilité du Premier ministre, il est discuté et voté par l'Assemblée nationale, pour l'année à venir
- il s'agit de prévisions, fondées sur un taux de croissance économique anticipé, qui se traduisent au final par un déficit budgétaire exprimé en milliards d'euros et par un déficit public, exprimé en % du PIB
- en principe, l'Assemblée nationale adopte le projet de budget en première lecture. Lorsque les deux chambres du Parlement ne s'entendent pas sur son vote, il est adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale, puis promulgué ; parfois, certaines mesures peuvent être censurées par le Conseil constitutionnel
- si le montant total des recettes publiques est censé couvrir le montant total des dépenses publiques (voire de le dépasser pour créer un excédent budgétaire), le solde budgétaire (recettes - dépenses) est tout le temps en déficit

Quelles sont les principales dépenses publiques ?

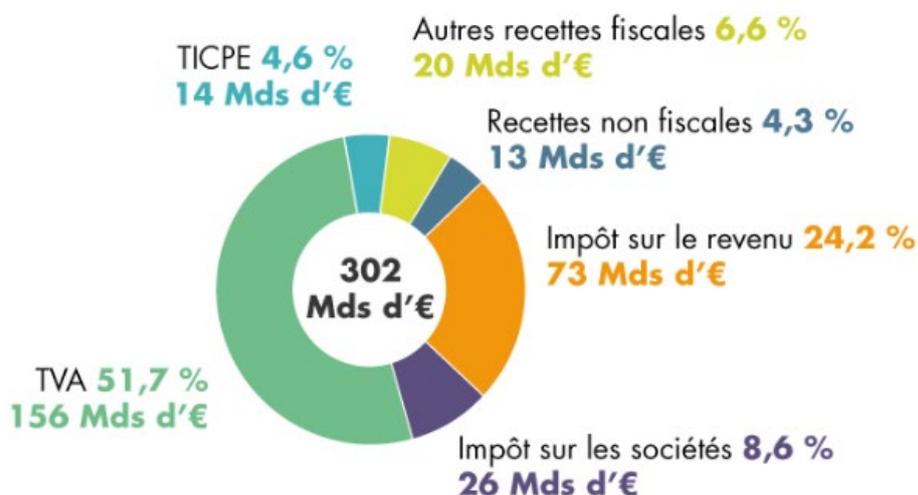


- une dépense publique est un ensemble de frais (triés par nature) engagés par une institution publique (ici l'État) au nom de l'intérêt général
- les frais des fonctionnaires et autres salariés travaillant pour l'institution représentent près de 40 % du budget, tandis que les autres frais de fonctionnement sont à hauteur de 14 %. Si les activités (intervention et investissements) font également 40 %, les fonds attribués aux collectivités territoriales sont dérisoires (0,3 %)

Quelles sont les recettes publiques ?

RÉPARTITION DES RECETTES NETTES DE L'ÉTAT

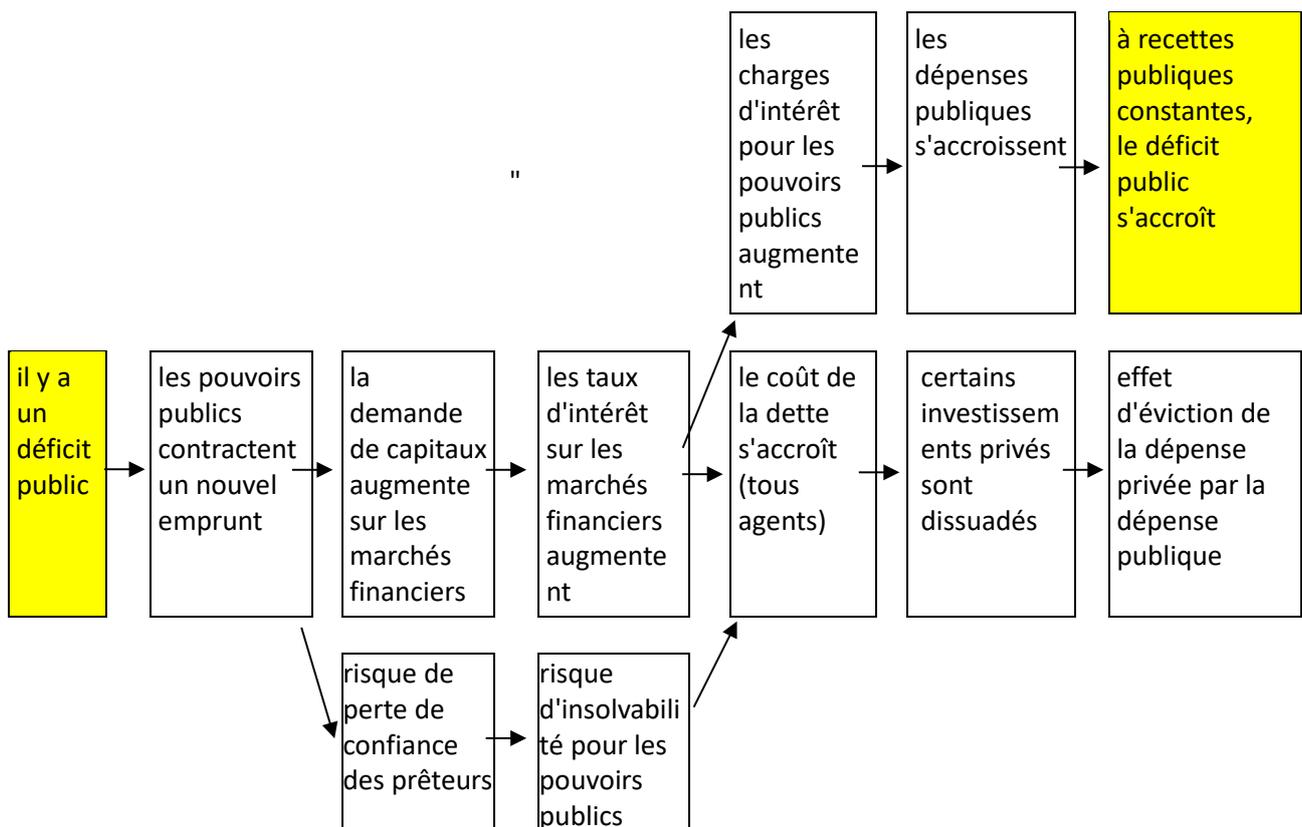
EN 2018



- une recette publique est un ensemble de sommes d'argent (triées par nature) reçues afin de faire participer à l'effort public l'ensemble des résidents et de financer les dépenses publiques
- les recettes proviennent de trois sources : les taxes (largement liées à la consommation), les impôts et les cotisations sociales, donc l'ensemble des prélèvements obligatoires
- plus précisément, il s'agit de...
 - la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et différentes autres taxes sur la consommation
 - les impôts sur les revenus
 - les impôts sur les sociétés
 - les impôts sur le patrimoine (taxes foncières, impôt de solidarité sur la fortune)
 - les revenus du patrimoine de l'État
 - le produit de diverses redevances
 - le produit des amendes
- sur un total de 302 milliards d'euros en 2018, un peu plus de la moitié est constitué de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). L'impôt sur le revenu, qui représente presque la moitié de celle-ci (24,2 %), est 3 fois plus élevé que l'impôt sur les sociétés

Pourquoi parle-t-on d'effet d'éviction des dépenses publiques ?

- certains économistes (libéraux) parlent d'éviction des dépenses publiques, afin de critiquer l'intervention de l'institution publique
- réaliser des dépenses publiques conduirait à diminuer les efforts du secteur privé : d'une part, une diminution des investissements privés, d'autre part, une baisse des consommations privées
- ainsi y a-t-il éviction lorsque l'État se charge d'activités qui priverait les entreprises privées de perspectives de profit, au même titre que la hausse des prélèvements obligatoires prive les ménages de consommer
- effet boule de neige :



Pourquoi la dette publique inquiète-t-elle tant ?

- plus un État a du mal à couvrir le montant des dépenses par les recettes, plus il doit recourir à la dette publique
- il peut ainsi trouver des capitaux auprès des banques, des institutions financières internationales (par exemple le Fonds monétaire international) ou de gouvernements étrangers

- il peut aussi demander aux ménages de lui faire crédit, via l'emprunt public
- or, ce que les générations plus vieilles n'arrivent pas à payer, c'est à payer par les générations futures !
- plus la dette traîne dans le temps, plus les intérêts de la dette augmentent... et se cumulent !
- compteur en ligne : www.compteur.net/compteur-dette-france/

Quelles sont les solutions face au déficit budgétaire et à la dette publique ?

- les solutions prônées par les défenseurs (les interventionnistes) et les adversaires (les ultralibéraux) à l'intervention économique et sociale de l'État sont extrêmes : les uns veulent maintenir le système quel qu'en soit le prix (quitte à creuser déficit et endettement publics) ; les autres sont favorable à la privatisation, la baisse des dépenses et des recettes publiques (quitte à priver les agents d'aides)
- l'Union européenne tente de concilier les deux approches : une exigence de respecter les engagements du Traité de Maastricht (critères de convergence du Pacte de stabilité et de croissance), notamment en réduisant les déficit et endettement publics, et une demande de prise en charge par les États membres d'un intérêt général qui puisse concilier services non marchands et concurrence

Pourquoi un État ne peut-il pas faire faillite ?

- la logique de fonctionnement de l'État n'est pas celle d'une entreprise privée ; or celle-ci peut faire faillite, c'est-à-dire contrainte par un juge du commerce de vendre son patrimoine économique en raison de son incapacité à rembourser ses dettes
- un État peut se permettre de prendre une décision politique extrême en cas d'incapacité de payer ses dettes : ne pas rembourser un emprunt contracté auprès d'agents résidant sur son territoire ou de l'étranger. Il peut aussi revendre sur le marché secondaire à des non-résidents des titres de la dette intérieure
- au niveau international, un organisme peut annuler la dette d'un État pauvre, le plus souvent à condition que celui-ci mette en place un programme d'ajustement structurel

La question qui pique : pourquoi l'intervention de l'État est-elle indispensable ?

- le marché nécessite de multiples interventions publiques, qui coûtent cher, mais sont indispensables. Les limites du marché (dysfonctionnements, méfaits, crises) et la multitude des besoins économiques et sociaux d'une société qui ne peuvent être satisfaits par l'échange marchand supposent une prise en charge par les pouvoirs publics qui offrent alors un service non marchand
- les logiques (solidarité, santé et éducation à moindres frais pour les bénéficiaires...) et les aides qui animent les services non marchands ne peuvent disparaître du jour au lendemain, même si cela coûte cher



L'ESSENTIEL

Qu'ils soient directs ou indirects, les moyens de financement à disposition des entreprises et des pouvoirs publics sont multiples.

Leur financement externe est d'autant plus important que les entreprises engagent des frais considérables et que les pouvoirs publics dépensent bien qu'ils ne reçoivent de recettes, engageant la nation dans un déficit public et un endettement public qui inquiètent certains économistes.

LE TAUX D'INTÉRÊT PRÉSENTE DES ENJEUX

Le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.

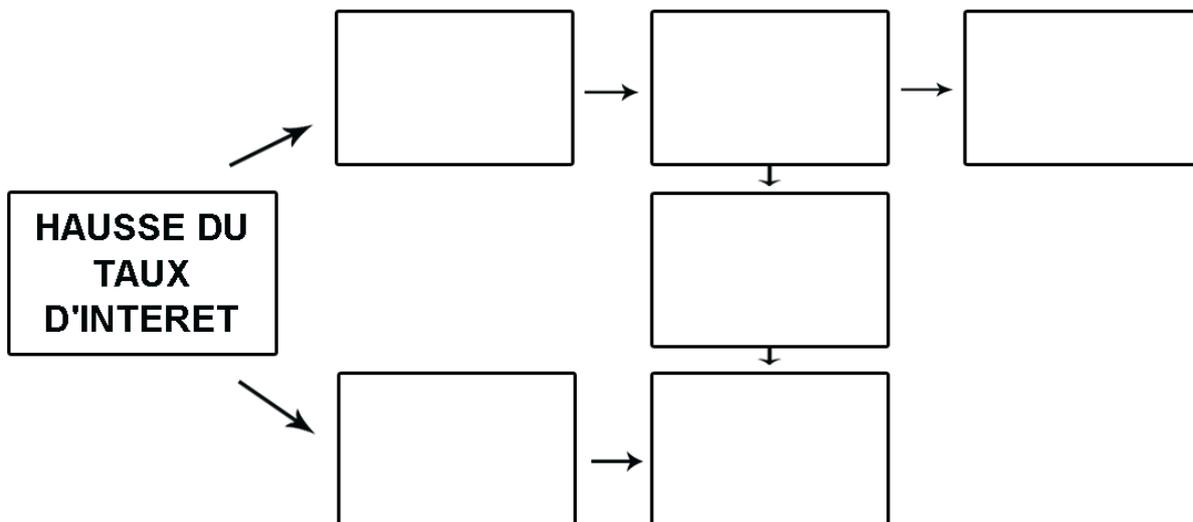


RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE

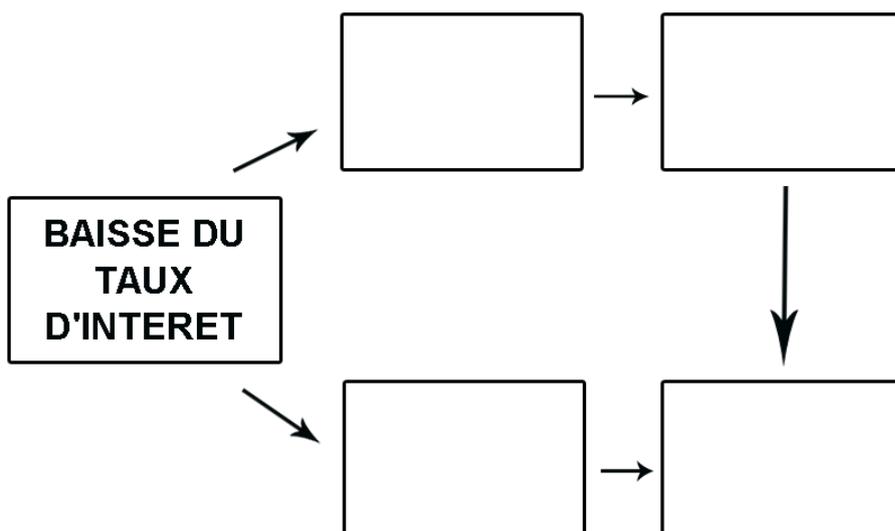
Complétez chacun des deux schémas proposés ci-dessous avec les termes suivants :

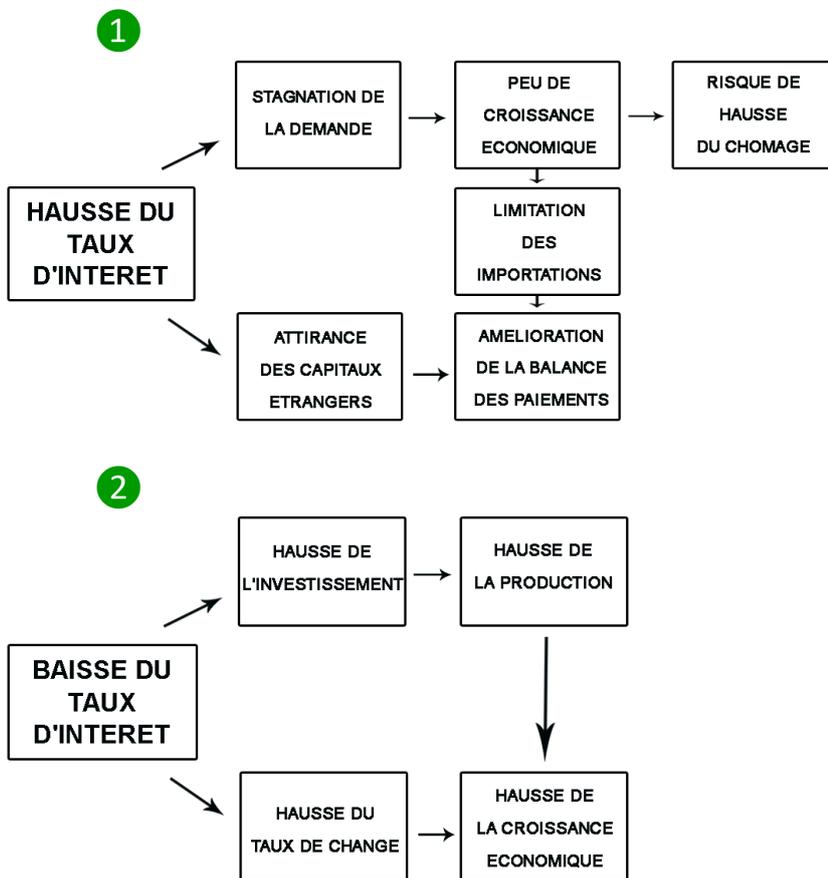
"balance des paiements", "chômage", "croissance", "demande", "production", "taux de change"

1



2





1. À quoi sert le taux d'intérêt ?

Qu'est-ce que le taux d'intérêt ?

Le taux d'intérêt est le prix de l'argent que vous n'avez pas et que vous empruntez pour une durée et selon des modalités déterminées. Inversement, c'est le prix de l'argent que vous avez et que vous prêtez pour un certain temps. [...]

Le taux d'intérêt mesure la rentabilité pour le prêteur et le coût pour l'emprunteur. Ce prix s'exprime sous la forme d'un taux (rapport entre l'intérêt et la somme prêtée/empruntée exprimé en pourcentage) sur une période donnée. En général, on établit des taux d'intérêt annuels. [...]

Quand vous empruntez de l'argent, le service qui vous est rendu par le prêteur est de vous faire profiter par anticipation de vos revenus futurs. Par exemple, vous pouvez décider d'emprunter sur deux ans de l'argent pour acheter aujourd'hui les meubles d'une chambre à coucher. Ou bien, vous pouvez choisir de mettre de côté petit à petit la somme nécessaire et acheter les meubles "cash" dans un an et demi. Si vous empruntez, vous allez payer, par le versement des intérêts, le gain d'un an et demi d'utilisation de ces meubles. [...]

À l'inverse, quand vous prêtez de l'argent, le taux d'intérêt correspond à la rémunération d'une abstinence. Vous renoncez, pendant un certain temps, à consommer immédiatement et, plus largement, à avoir la libre disposition de votre argent. [...]

Le taux d'intérêt rémunère aussi le risque pris par le prêteur : le risque de ne pas être remboursé (ce qu'on appelle le risque de défaillance ou de défaut) ; le risque que l'inflation¹ dévalorise la somme remboursée.

Le prix de l'argent... et du temps, www.lafinancementpourvous.com, 9 novembre 2016

¹ hausse durable et autoentretenu des prix à la consommation

- le taux d'intérêt a une double nature : d'une part, c'est le prix de l'argent prêté par un établissement financier ; d'autre part, c'est le prix de l'argent prêté par le client, sous forme d'épargne ; bref : c'est la rémunération d'un prêt
- il présente de multiples formes et représente à la fois la rémunération du temps et du risque pris
- en effet, le montant des intérêts s'accroît au fur et à mesure que le temps du contrat s'allonge et que le risque s'agrandit
- c'est en quelque sorte un pari sur l'avenir, d'où des similitudes avec l'investissement
- dans le cas de l'emprunt, l'agent profite de revenus futurs, en payant tous les mois (pendant un an et demi dans le texte) une somme permettant d'être le propriétaire du bien acheté à crédit, au terme du contrat. L'intérêt est la somme que ce prêt engendre, les frais liés à l'utilisation immédiate de ce bien. Si l'agenda avait mis de côté une partie de la somme totale nécessaire, il n'aurait accès à ce bien qu'une fois le total atteint (1 an et demi dans le texte)
- dans le cas du prêt, celui qui prête fait le sacrifice de ne pas garder l'argent pour lui, donc de ne pas consommer maintenant ("abstinence"), mais de gagner un intérêt rémunérant cette privation. L'intérêt a aussi d'autres missions : couvrir l'éventuel risque que l'emprunteur ne rembourse pas le prêt ("risque de défaillance") ou que la hausse des prix fasse perdre à celui-ci de la valeur au remboursement

Quelle est la différence entre taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel ?

Le taux d'intérêt est l'une des variables macroéconomiques qui préoccupent le plus les économistes au sein des entreprises, des banques et des administrations, en raison des actifs financiers et les taux de change. Cependant, il n'existe pas un, mais une multitude de taux d'intérêt : taux nominaux ou réels, à court ou à long terme, qui diffèrent selon les catégories d'emprunteurs (publics ou privés, grandes entreprises, PME ou ménages), selon le canal utilisé (finance directe ou intermédiée). [...]

Le taux d'intérêt nominal est la rémunération apparente (nominale) des placements. Cependant, les épargnants s'intéressent surtout à la rémunération réelle, c'est-à-dire à la quantité de biens et services qu'ils pourront acquérir dans le futur s'ils renoncent aujourd'hui à consommer une partie de leur revenu. Dans une économie inflationniste, ils exigent une rémunération nominale plus importante pour compenser la hausse des prix. La relation de Fisher, établie en 1930, stipule que le taux d'intérêt nominal est égal à la somme du taux réel et du taux d'inflation anticipé. Par exemple, si le taux d'intérêt réel est de 3 % et l'inflation anticipée de 2 %, le taux d'intérêt nominal est de 5 %. Cette relation est toujours valable et sert maintenant à définir le taux d'intérêt réel comme la différence entre le taux nominal et l'inflation anticipée.

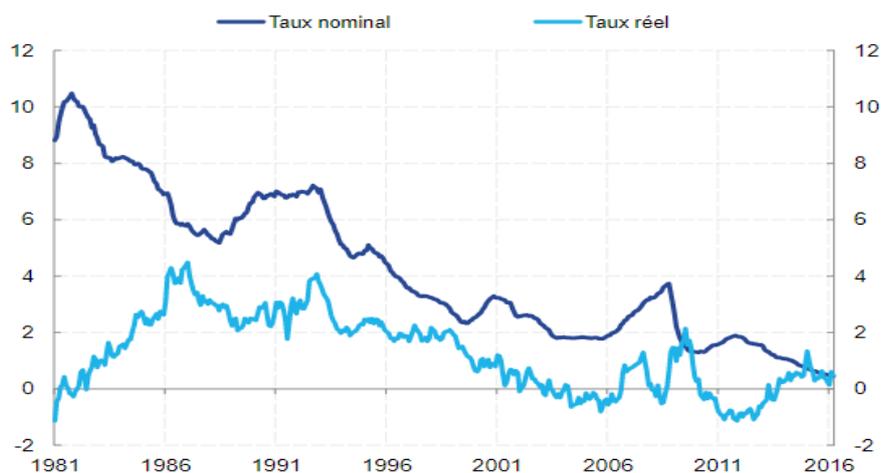
Agnès Benassy-Quéré, Laurence Boone et Virginie Coudert, Les taux d'intérêt, collection Repères, La Découverte, 2015

- le taux d'intérêt nominal est celui que décide le prêteur et qui est inscrit dans un contrat de prêt. C'est donc celui qui est payé par l'emprunteur, quelle que ce soit l'inflation, c'est-à-dire la hausse durable des prix à la consommation
- or l'inflation fait perdre de l'argent à la monnaie : la somme remboursée au final n'a pas la même valeur qu'initialement prévu. Autrement dit, en cas d'inflation, l'emprunteur rembourse moins que ce qui était prévu au départ, ce qui fait perdre de l'argent à l'emprunteur
- le taux d'intérêt réel se calcule rapidement (pour avoir une idée globale de la perte) en soustrayant le taux d'inflation au taux nominal et il se calcule avec plus de rigueur en divisant le taux nominal par le taux d'inflation
- ainsi, soit $\text{taux d'intérêt réel} = \text{taux d'intérêt nominal} - \text{taux d'inflation}$, soit $\text{taux d'intérêt réel} = \frac{\text{taux d'intérêt nominal}}{\text{taux d'inflation}}$

Comment évoluent taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel ?

Taux d'intérêt nominal et réel des dépôts bancaires à court terme dans les pays de la zone euro

(en pourcentage)



Sources : Eurostat, BCE, BCN, estimations de la BCE

- le taux d'intérêt nominal et le taux d'intérêt réel ne connaissent pas toujours la même évolution
- en effet, le taux nominal des banques part de très haut 9 % en 1981 pour arriver à presque 0 en 2016, avec quatre pics : 1982 (10,5 %), 1993 (7,2 %), 2001 (3,2 %) et 2009 (3,8 %). La courbe est plutôt lissée : l'évolution n'est pas très irrégulière ; mais l'amplitude des chiffres est élevée
- par contre, le taux d'intérêt réel est très irrégulier avec une plus faible amplitude. Si l'on passe de 0 % en 1981 à 0 % en 2016, en raison d'une très forte inflation en 1981 qui fait perdre le bénéfice de taux d'intérêt élevé, tandis qu'en 2016, le taux nominal faible est accompagné d'une inflation qui l'est également, donc qui n'a pas d'impact. Les pics se situent en 1986 (4,2 %), 1993 (4 %), 2007 (1,3 %) et 2009 (2 %)
- en fait, l'écart entre les deux courbes est... l'inflation ! Ce perturbateur fait perdre de la valeur au taux nominal, ce qui n'arrange que l'emprunteur

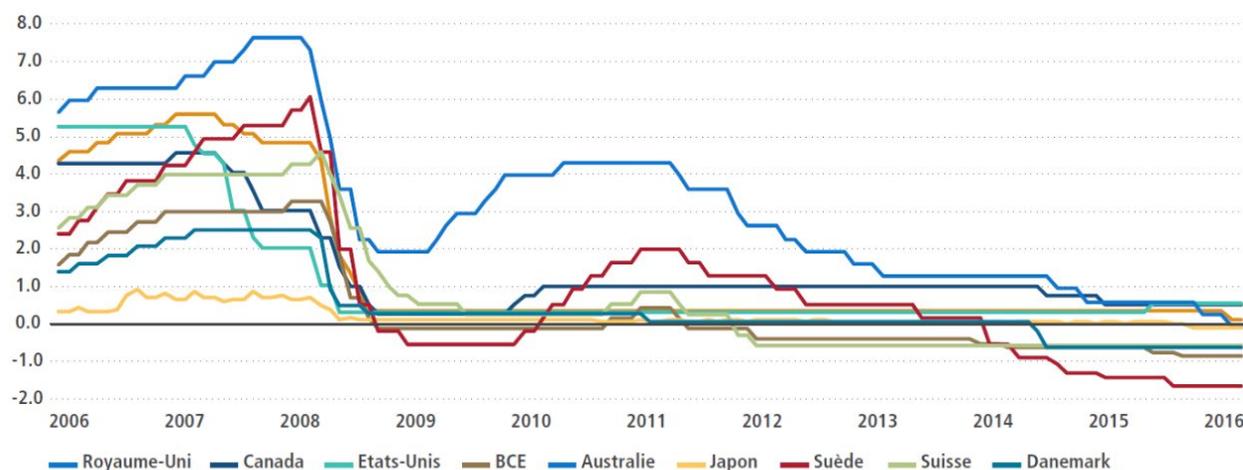
Comment est-il possible d'avoir un taux d'intérêt négatif ?

- en principe, le taux d'intérêt étant le prix de l'argent, il paraît absurde de prêter de l'argent et de se retrouver au moment du remboursement avec moins d'argent qu'au départ !
- cela signifie qu'au bout du compte, c'est l'emprunteur qui est rémunéré
- les taux d'intérêt peuvent être négatifs lorsque le niveau d'épargne est trop élevé face à un niveau d'investissement faible. Il faut alors décourager l'épargne improductive et encourager le crédit pour relancer l'investissement et l'activité économique
- ils correspondent ainsi à un symptôme de croissance économique au ralenti et aux tentatives de stimulation du PIB
- ce sont les banques centrales qui décident de diminuer le taux directeur de référence et de le passer sous la barre du 0 %, comme c'est le cas pour la BCE ou la banque centrale suisse depuis 2011
- les banques commerciales qui déposent leurs liquidités à la Banque centrale européenne se voient attribué un taux de rémunération à - 0,40 %, ce qui revient à ce qu'elles payent pour mettre de côté leurs excédents de trésorerie. Les assureurs qui proposent des produits d'épargne-retraite y perdent également
- or, comme les banques ne répercutent pas ce taux pour leurs clients, elles doivent en supporter les coûts, ce qui réduit leurs marges
- par compte l'emprunteur y gagne, qu'il s'agisse de l'État, des entreprises ou des particuliers

Quels sont les déterminants des taux d'intérêt ?

- si le taux d'intérêt à court terme est influencé par le marché monétaire et essentiellement déterminé par la Banque centrale, le montant et l'évolution du taux d'intérêt à long terme l'est par de nombreux éléments ; à long terme, il a de nombreux déterminants
- à court terme, sur le marché interbancaire, les banques commerciales se refinancent auprès des banques centrales : le taux d'intérêt est le prix à payer pour obtenir de la monnaie manuelle (notamment les billets). Une conjoncture défavorable (crise des subprimes, crise grecque) ou un manque de compétitivité des banques européennes peut conduire la BCE à augmenter le taux directeur et les banques à durcir les conditions d'octroi des crédits. Un taux faible peut permettre d'attirer les capitaux étrangers pour favoriser une appréciation de la monnaie sur le marché des changes ; or son niveau influence les taux d'intérêt des autres marchés monétaires
- à long terme, les taux dépendent du marché des capitaux, donc du rapport entre l'épargne et l'investissement. Lorsque la demande de fonds prêtables est supérieure à l'offre, cela fait augmenter le taux d'intérêt à long terme, au même titre que lorsqu'un épargnant réclame un taux d'intérêt nominal suffisamment élevé pour se prémunir de l'inflation

2. Quels sont les effets de l'évolution du taux d'intérêt ?



Source : Bloomberg, au 17 octobre 2016

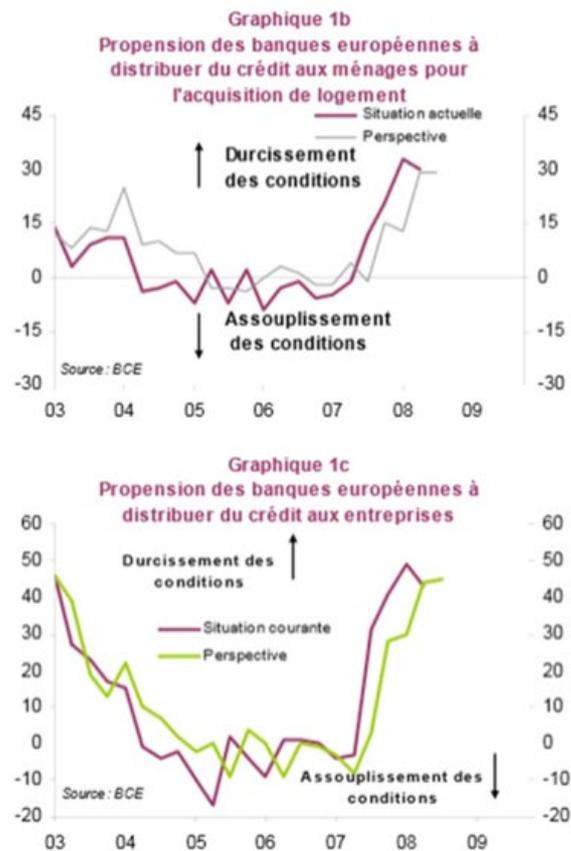
Comment évolue le taux d'intérêt directeur ?

- quels que soient le pays et la Banque centrale, l'évolution des taux directeurs semble évoluer de la même façon
- en effet, entre 2006 et 2008, ils ont tendance à augmenter (sauf au Canada), en particulier au Royaume-Uni (+ 2 points de %) et en Suède (multiplié par 2,5)
- lors de la crise des subprimes qui voit un blocage du marché interbancaire et un manque de liquidités, il y a un effondrement des taux directeurs (souvent divisés par 3) pour atteindre 0 % pour la plupart d'entre-eux
- beaucoup de taux restent autour de 0 %, sauf celui du Royaume-Uni qui atteint 4,5 % entre 2010 et 2011, celui de la Suède (2 % en 2011) et celui du Canada (1 % entre 2010 et le milieu de 2014)
- à partir de 2014, plusieurs banques centrales proposent un taux négatif (Australie, Suisse depuis 2011, Suède, États-Unis...)

En quoi consiste le cycle du crédit ?

- le crédit est central pour les ménages (immobilier, automobile, équipement...) qui ne disposent pas de revenus suffisants, ni assez d'épargne, pour consommer
- le crédit est central pour les entreprises (foncier, immobilier, machines, équipement...), qui ne disposent pas assez de capitaux propres et qui n'ont souvent pas accès au capital social
- le coût du crédit est le taux d'intérêt, dont le montant dépend de la conjoncture
- or le crédit est très instable et apparaissent des cycles courts
- ainsi, lorsque l'économie est favorable, les banques accordent plus de crédits (« assouplissement des conditions ») et le taux d'intérêt est à un niveau acceptable

- lorsque la conjoncture économique est défavorable, les banques sont plus réticentes et évitent de prendre des risques (« durcissement des conditions ») ; elles augmentent le coût du crédit, donc les taux d'intérêt



Quels sont les effets de l'instabilité du taux d'intérêt ?

- les agents ont besoin de stabilité pour réaliser de grands projets et de grosses dépenses
- l'instabilité n'encourage donc pas la prise de risques
- ils sont ainsi sensibles au moment du taux d'intérêt pour placer ou prêter si le taux est fort et emprunter et consommer si le taux est faible
- l'instabilité du taux d'intérêt a ainsi une forte influence sur le crédit qui devient lui-même instable
- l'excès de crédits est inflationniste et le manque de crédits provoque une atonie (blocage) du marché. Ainsi, les banques amplifient-elles les fluctuations économiques et financières !

La question qui pique : comment certains économistes justifient-ils l'intervention des États sur le taux d'intérêt ?

- la Banque centrale européenne est aujourd'hui indépendante des pouvoirs publics : elle peut agir sur l'activité économique... ou pas ! En tout cas, pas au service de la politique économique de l'État
- ce principe libéral, inspiré du mouvement ultra néoclassique, est contesté : la monnaie ne doit-elle pas être au service de l'économie ?
- en reprenant la main sur la politique monétaire, l'État pourrait, à l'instar de ce que demandait Keynes, stimuler le marché par une politique volontariste des crédits, dans le cadre des politiques de relance de la consommation et de l'investissement...



L'ESSENTIEL

Rémunération de l'épargnant et du prêteur, le taux d'intérêt - qui dépend directement des banques centrales - est en même temps le coût de l'emprunt.

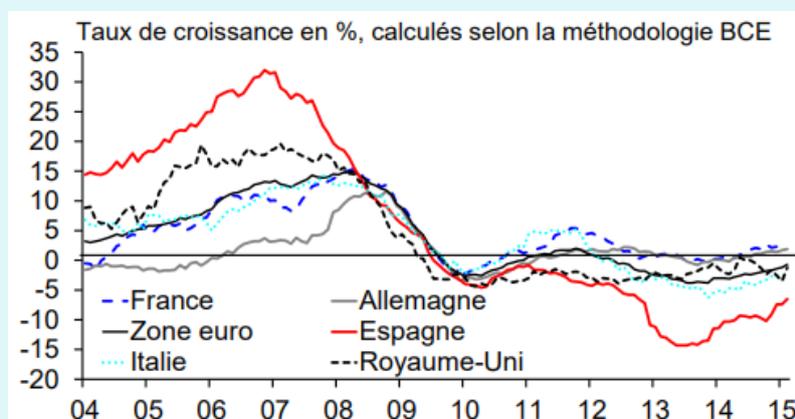
Son niveau et son évolution ont des effets sur les marchés et l'instabilité et la présence d'inflation peuvent rendre la croissance économique elle-même instable.



L'IMPORTANCE DU CRÉDIT BANCAIRE POUR LES ENTREPRISES

Voici un sujet de Spécialité 2 ou Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire.
Vous montrerez l'importance du crédit bancaire pour les entreprises.

Document 1 : crédits bancaires aux sociétés non financières en Europe



Document 2 : comprendre la crise des subprimes en quatre questions simples, Marie Bartnik, Le Figaro 2015

Qu'est-ce que les subprimes ?

Les subprimes sont des prêts immobiliers accordés à partir des années 2000 à des ménages américains qui ne remplissent pas les conditions pour souscrire un emprunt immobilier classique. Alors que les emprunteurs traditionnels sont dits « prime », ces ménages modestes sont ainsi appelés « subprime ». Un nouveau mécanisme financier leur ouvre un accès au crédit : les emprunts qu'ils contractent sont gagés sur la valeur de leur bien immobilier, qui ne cesse de grimper. Certains le sont même sur les plus-values latentes que ces ménages pouvaient espérer réaliser.

Au début des années 2000, les investisseurs sont friands des titres financiers générés en assemblant ces crédits hypothécaires - ce qu'on appelle la titrisation. Dans un contexte de taux très bas et de liquidités abondantes, ils recherchent des placements qui présentent un rendement plus élevé. L'offre et la demande concordent pour favoriser l'essor des subprimes : ils représentent 13 % des prêts immobiliers en 2007 contre 2,4 % en 1998.

Pourquoi les subprimes sont-ils à l'origine d'une crise financière ?

L'endettement des ménages américains atteint ses limites après quelques années. Les prix de l'immobilier plafonnent avant de s'effondrer : au milieu de l'année 2006, ils connaissent leur chute la plus forte depuis plus d'un siècle. Parallèlement, les taux directeurs remontent, si bien que tous les facteurs qui concouraient au succès des subprimes se sont retournés pour favoriser leur chute. Nombre de ménages ne peuvent plus honorer des mensualités qui devaient augmenter avec le temps, d'autant plus fortement dans certains cas que les taux en étaient variables. Les biens immobiliers d'une partie des ménages insolubles sont saisis, ce qui entretient la chute des prix immobiliers. Un cercle infernal.

Les banques pâtissent de leur côté de la dévalorisation des actifs adossés à ces prêts immobiliers. À partir de l'été 2007, elles passent chaque trimestre dans leurs comptes des dépréciations d'actifs. Surtout, la dissémination des subprimes via la titrisation a suscité un climat de défiance. Puisque personne ne sait exactement qui détient quoi, les banques cessent d'avoir confiance entre elles et de se prêter. C'est la crise de liquidités. Au total, le FMI estime que la crise des subprimes aura coûté aux banques quelques 2200 milliards de dollars. [...]

Document 3 : crédit aux entreprises : les banques restent très compétitives sur les taux, Anne Drif, Les Echos 2019



Conseils :

- rédiger une introduction courte en prenant soin de faire une accroche, une traduction du sujet et une annonce des trois parties choisies pour répondre à la question
- articuler 3 paragraphes reliés de façon logique, en distinguant les sources de financement selon leur caractère interne ou externe et direct ou indirect
- conclure en deux lignes l'essentiel de ce devoir

CORRECTION

Faire crédit, c'est faire confiance. Or celle-ci s'effondre avec la crise des *subprimes* de 2007 aux États-Unis qui se répercute en Europe en 2008, notamment sous forme bancaire.

Or, en dépit de la désintermédiation et de l'essor du marché financier, les banques restent des acteurs centraux et des partenaires des entreprises.

Quelle est l'importance des emprunts bancaires pour les sociétés non financières ?

Nous verrons que la crise des *subprimes* a rappelé l'importance du crédit bancaire en le rendant moins possible, que la chute des crédits a été forte, puisque leur reprise est amorcée depuis quelques années.

*

La crise des *subprimes* et ses effets reflètent l'importance du crédit :

De nombreux ménages de niveau modeste ont contracté des emprunts immobiliers particuliers à bas coût (mais à des taux flexibles), permettant à de nombreuses banques (des agences immobilières et des spéculateurs) de réaliser des profits substantiels. (*doc. 2*)

La hausse soudaine et brutale du taux est à l'origine d'un mouvement de panique conduisant les banques prêteuses à tenter de revendre une grande quantité de biens immobiliers dont l'effondrement des valeurs a également fait paniquer la Bourse. (*doc. 2 + cours*)

La crise bancaire se traduit ensuite par une crise économique affectant les entreprises, qui dépendent des crédits pour répondre à leurs besoins. (*cours*)

La crise bancaire crée une crise des crédits :

Cette crise a en même temps provoqué des faillites bancaires, fait éclater des bulles spéculatives et rendu atone le marché. Privées de perspectives de profit faute de croissance économique, les entreprises ont demandé beaucoup moins de crédits et le manque de liquidités bancaires n'a pas facilité les choses. (*doc. 2*)

La chute des crédits est impressionnante : dans toute l'Europe, le taux de croissance des crédits accordés aux entreprises non financières dans la zone euro est passé de 15 % en 2008 à presque - 5 % en 2010. (*doc. 1*)

Les entreprises, privées de crédits, ne peuvent investir, produire et créer des emplois. (*cours*)

La chute des crédits est d'autant plus violente qu'elle suit une période de forte croissance, notamment en Espagne qui voit son taux doubler en 3 ans (passage de 15 % à 30 %). (*doc. 1*)

De 2010 à début 2015, les crédits ne s'en remettent pas : ils restent en-dessous de 0 % (sauf la France en 2012) ! De 2008 à 2014, les crédits accordés stagnent. (*doc. 1 + doc. 3*)

La reprise des crédits recrée des perspectives pour les entreprises :

Par contre, depuis 2015, les crédits reprennent avec une croissance de 25 %, pour atteindre le seuil de 1 000 milliards d'euros en novembre 2018. (*doc. 3*)

Cela permet aux entreprises de réinvestir. (*cours*)

La reprise a été longue : la baisse du coût du crédit de 3 points de % qui a lieu de 2008 à 2010 n'a pas relancé les crédits et son niveau inférieur au taux obligataire a rendu plus attractif le marché boursier. (*doc. 3*)

Les entreprises disposent en effet d'une multitude de sources de financement et le crédit s'il reste majoritaire, n'est pas le seul à attirer. (*cours*)

Au final, si la crise des *subprimes* a révélé l'importance du crédit pour l'entreprise et accentué la crise de celle-ci durant quelques années, la reprise du crédit est là et redonne espoir.



Vous pouvez maintenant
faire et envoyer le **devoir n°1**

